



MEMOIRE DE STRATEGIE

QUELLE STRATEGIE VIS A VIS DU TERRORISME ?

COL NERET Hugues
7° Promotion du CID
Groupe D 5 - Mars 2000

FICHE DE PRESENTATION

1. Quelle stratégie vis à vis du terrorisme ?
2. Col NERET Hugues
3. 15 mars 2000
4. Division D
5. Mémoire d'étude dirigée de stratégie
6. Qu'est-ce que le terrorisme ? Est- ce seulement l'arme des déshérités, des minorités oubliées ? Phénomène complexe dans nos sociétés, le terrorisme se nourrit de son spectacle et de ses effets psychologiques. Avec la fin de l'affrontement entre l'Est et l'Ouest, c'est désormais une multitude de conflits groupusculaires, religieux, régionaux, identitaires qui caractérisent le monde contemporain. Les démocraties sont-elles préparées à ces nouveaux dangers ? Ont-elles une stratégie particulière, adaptée aux nouvelles formes de terrorisme?
7. Mots clés : Terrorisme - Terreur - Révolution - Séparatisme - Indépendantisme - Violence - Islamisme - Terrorisme religieux

SOMMAIRE

I INTRODUCTION	01
II QU'EST-CE QUE LE TERRORISME ?	02
II - 1 Quelle définition retenir ?	02
II - 2 Terrorisme et guérilla	03
II - 3 Définition retenue	04
III QUELLE EST LA STRATEGIE DU TERRORISME ?	04
III - 1 Propagande par l'action	05
III - 2 L'impact psychologique recherché	05
III - 3 Terrorisme et médias : une alimentation réciproque	06
III - 4 Action des médias sur le public et sur les gouvernements	07
III - 5 Le terrorisme du chaos, de l'usure et d'expression : une stratégie indirecte de nuisance et d'insurrection	09
IV TYPOLOGIE DU TERRORISME ET NATURE DES OBJECTIFS ATTEINTS	10
IV - 1 Terrorisme de droit commun et terrorisme marginal	10
IV - 2 Terrorisme politique et à titre d'exemple d'extrême droite	11
IV - 3 Terrorisme religieux et terrorisme à cause unique	11
IV - 4 Terrorisme international	12
IV - 5 Nature des objectifs atteints	13
V QUELLES SONT LES NOUVELLES FORMES ATTENDUES DU TERRORISME ?	14
V - 1 Terrorisme religieux	14
V - 2 Terrorisme mafieux	17
V - 3 Terrorismes nucléaire et biologique	18
V - 4 Le terrorisme de demain : le cyberterrorisme	20
VI QUELLE STRATEGIE VIS A VIS DU TERRORISME ?	22
VI - 1 La prévention : le renseignement	23
VI - 2 Ligne de conduite médiatique	24
VI - 3 Les mesures nationales	25
VI - 4 La nécessaire coopération internationale	28
VII CONCLUSION	30

ANNEXES

A-1	COMPLEMENTS RELATIFS A LA TYPOLOGIE DES TERRORISMES	32
	I) Terrorisme de droit commun.....	32
	I.1 Terrorisme de la Mafia en Italie	32
	I.2 Le narco-terrorisme en Amérique du Sud	33
	II) Terrorisme marginal	33
	II.1 Rote Armee Fraktion (R.F.A.) / Fraction Armée Rouge .	33
	II.2 Les Brigades rouges	34
	II.3 Action Directe	35
	III) Terrorisme politique	35
	III.1 l'Irish Republican Army (I.R.A.)	35
	III.2 l'Euskadi Ta Askatasuna (E.T.A.)	36
	IV) Terrorisme religieux	37
	IV.1 Hezbollah (Liban / Parti de Dieu)	37
	IV.2 AUM Shinri Kyo.	38
A-2	BIBLIOGRAPHIE	39
	SOMMAIRE D'ARTICLES DE QUOTIDIENS	40



*Ceux qui maîtrisent la stratégie,
Font plier la stratégie de leur adversaire sans conflit,
Détruisent les fortifications des autres sans les attaquer,
Engloutissent les organisations des autres sans longues campagnes.*

SUN TZU, 450 av. J.-C.
Art de la Stratégie, Chap. III,
« Attaquer l'ensemble du système ».



I INTRODUCTION

A la fin du mois de novembre 1999, deux attentats, faisant une dizaine de blessés, étaient perpétrés contre des bâtiments publics en plein jour à Ajaccio. Le terrorisme corse défiait donc encore l'Etat. Selon les propos de M. Jospin, « *les pouvoirs publics ramèneraient à la raison les responsables de ces actes* », qui d'ailleurs se faisaient rapidement connaître, au travers du mouvement « Clandestinu », comme de nouveaux venus sur la scène nationaliste corse. Simultanément, alors que la paix en Ulster semblait se dessiner avec la formation à Belfast du premier gouvernement autonome, l'Euskadi Ta Askatasuna (E.T.A.) annonçait, au début du mois de décembre 1999, la reprise de ses actions armées, après quatorze mois de trêve au pays basque. Parallèlement avant Noël, les autorités américaines appelaient la population à la prudence, suite à l'arrestation à la frontière américano-canadienne d'un Algérien, soupçonné de liens avec le Groupe Islamique Armé (G.I.A.) et transportant soixante kilogrammes de matières explosives dans le coffre de son véhicule. Enfin, l'actualité faisait largement écho, un mois avant les fêtes de fin d'année, d'une nouvelle menace de pirates informatiques, venant s'ajouter aux risques liés au bogue de l'an 2000. La Central Intelligence Agency (C.I.A.) et le Federal Bureau of Investigation (F.B.I.) s'inquiétaient de ce risque, à juste titre, puisque des attaques étaient menées contre plusieurs sites Internet, dès le mois de février 2000.

Il apparaît donc, au travers de ces quelques exemples, que le terrorisme occupe régulièrement le devant de la scène non seulement nationale mais également internationale et qu'il constitue un des principaux enjeux du troisième millénaire. Cette menace est aujourd'hui beaucoup plus diffuse que par le passé, planétaire, éclatée, d'autant plus insidieuse et dangereuse que sa faible perception dans l'opinion publique, et par voie de conséquence par les gouvernements, n'induit pas toujours les réactions de riposte adaptées.

Aujourd'hui, sans oublier les leçons d'une expérience douloureuse, une stratégie efficace vis à vis du terrorisme passe d'abord par une prise de conscience sérieuse et déterminée du phénomène lui-même. Ses diverses expressions exigent une réponse pluridisciplinaire. La riposte ne peut être obtenue que par une action coordonnée des services de renseignements, des services de police et de la structure judiciaire associée. Sans toucher à la liberté d'expression et d'information, il convient d'arrêter avec les médias des règles de déontologie, pour limiter le sensationnalisme qui accompagne les actions terroristes. De plus, des mesures nationales de lutte idoines doivent être réfléchies, préparées, appliquées parfois de façon combinées selon les circonstances. Mais surtout, compte tenu des nouvelles formes du terrorisme, seul le renforcement d'une coopération internationale permettra de l'endiguer avec succès.

Après avoir défini le terrorisme lui-même et s'être arrêté sur les éléments caractéristiques de sa stratégie, une typologie issue des manifestations historiques de ce phénomène permettra d'appréhender ses nouvelles formes. Religieux, mafieux, biologique ou informatique, le terrorisme de demain mérite certes une attention nationale, mais avant tout internationale.

II QU'EST-CE QUE LE TERRORISME ?

II-1 Quelle définition retenir ?

La signification du mot « terrorisme » varie selon les individus. Fonction du point de vue selon lequel on se place, le même acteur sera terroriste ou ne le sera pas, tandis que son action pourra être appréhendée de façon différente, soit comme un combat pour la liberté, soit comme une résistance ou encore comme un projet d'émancipation nationale ou sociale. Plusieurs approches de ce phénomène peuvent être réalisées : séparer totalement les aspects objectif et subjectif, centrer la définition sur les auteurs ou bien encore sur le système affecté par le terrorisme... Cependant, force est de constater que ces définitions partagent la caractéristique d'apporter un éclairage utile, mais d'être en même temps contestables et insuffisantes. Plus l'analyse concrète s'approfondit, plus les particularités se multiplient et s'épaississent pour finalement mettre en évidence un phénomène des plus complexes, beaucoup décrit et souvent mal compris.

Une première démarche consiste ainsi à dissocier complètement les points de vue objectif et subjectif du terrorisme.

Dans le premier cas, il s'agira de s'efforcer de donner une définition universelle du terrorisme, valable quels que soient les acteurs concernés et quelles que soient les significations ou les représentations qui en circulent. Une telle définition sera généralement technique, apparemment indifférente à la cause que le terrorisme prétend soutenir. Elle avancera que le terrorisme est caractérisé par la disproportion entre les moyens limités qu'il utilise, une bombe, un enlèvement, et les effets que sa violence provoque : la panique, la peur. D'un point de vue subjectif, la définition de ce phénomène sera recherchée à partir des perceptions de ceux qui le subissent et l'observent, avec tout ce que les représentations peuvent inclure d'excès et de défaut. Cette démarche s'attachera au rôle des médias qui amplifient la violence en la dramatisant, et interdira finalement toute définition du phénomène, puisqu'elle suppose que chaque expérience est différente des autres et qu'elle reste avant tout fonction du regard qui lui est porté, à un moment donné, par tel groupe ou telle société. Que dire du terrorisme par rapport à ceux qui le pratiquent ?

En centrant le débat sur les acteurs du terrorisme, il apparaît qu'il est l'arme des faibles, des dominés, de ceux qu'un système marginalise ou repousse, nie ou opprime et qui n'ont d'autres possibilités que de recourir à des modes de violence extrême, pour se faire entendre ou bien encore faire progresser leur cause. L'interaction avec le système visé permet-elle de préciser davantage ?

Vis à vis du système affecté par ce phénomène, le terrorisme est une action qui s'en prend directement ou indirectement à un pouvoir, en utilisant des procédés qui mettent en cause le monopole légitime de la violence, dont dispose théoriquement ce pouvoir. Il peut venir de l'intérieur d'une société : dérive d'extrême droite ou d'extrême gauche, poussée radicale d'une identité religieuse ou ethnique, mais peut également venir de l'extérieur de cette société, au travers d'actions internationales, éventuellement soutenues ou mises en œuvre par un Etat « sponsor ». Parfois, une combinaison des deux logiques, interne et internationale, est observée. La violence peut être

instrumentale ; elle correspond alors à une sorte d'outil d'expression, utilisé par les terroristes au travers de leurs actions. Cette violence peut également paraître aveugle et irrationnelle, telle l'expression d'un engrenage, devenant finalement une fin en soi ou presque.

Le terrorisme surgit, dans certains cas, en réaction à un pouvoir brutal, une dictature, un régime plus ou moins autoritaire, voire totalitaire. Dans d'autres cas, il vise la démocratie.

Les types de terrorisme sont donc nombreux et diversifiés ; les quelques aspects non exhaustifs qui viennent d'être soulignés en témoignent. Ce phénomène est changeant et souvent instable. Cependant, il ne s'agit ni d'une idéologie, ni d'une fatalité, mais d'une méthode de combat. D'ailleurs, le mot « terroriste » contient implicitement la méthode de combat utilisée, méthode observée de manière objective, tandis que l'expression « combattant de la liberté » désigne une finalité de l'action, objet d'une appréciation subjective. La recherche d'une définition plus précise de ce phénomène, au travers de sondages, permet d'en souligner les principaux aspects et composantes : la violence, l'intimidation, la nature souvent politique des objectifs, l'arbitraire et le hasard dans le choix des cibles etc.

De ces éléments, trois participent de base à la définition du terrorisme. Il s'agit de l'usage de la violence, des objectifs fréquemment politiques et de l'intention de semer la peur dans une population cible. Mais, ils demeurent incomplets pour permettre une distinction entre le terrorisme et les autres formes de conflit telles que la guérilla ou la guerre conventionnelle.

II - 2 Terrorisme et guérilla

Etablir les différences entre ces deux formes de violence permettra de préciser davantage la notion de terrorisme. En effet, bien que les deux termes « terrorisme » et « guérilla » soient souvent indifféremment utilisés, cette synonymie reflète la confusion de manifestations violentes, pourtant bien distinctes, dans leurs diverses caractéristiques respectives. En particulier, le contrôle physique du territoire ne s'appréhende pas de la même façon pour la guérilla et le terrorisme ; la taille des unités, l'armement utilisé et les tactiques sont également notablement distincts.

Au-delà de la différence de connotations, négative pour le « terrorisme », non diffamatoire pour la « guérilla », il apparaît que contrairement au terrorisme, la guérilla essaie d'établir son contrôle physique sur un territoire. Pour elle, la nécessité de contrôler une zone servant de réservoir humain pour recruter, de base logistique, de terrain et d'infrastructures pour l'entraînement de troupes régulières, est un élément clé. Le terrorisme, lui, ne cherche pas à contrôler matériellement un territoire. Ses acteurs tentent d'imposer leur volonté à l'ensemble d'une population et d'agir sur son comportement en semant la peur. Mais, ils ne s'appuient pas sur des « zones libérées » comme étape de consolidation et d'élargissement de leur lutte. Leur influence n'a pas de lignes de démarcation géographiques. Le terrorisme reste dans le registre de l'influence psychologique et est dénué des éléments matériels de la guérilla.

D'autres différences pratiques, entre ces deux formes de guerre, accentuent encore davantage leur particularité. Elles sont relatives à la taille

des unités, les armes et le type même des opérations. Les guérilleros mènent des actions à partir d'unités telles que : des sections, une compagnie, parfois même un bataillon ou une brigade, unités beaucoup plus importantes en nombre que celles à partir desquelles le terrorisme agit. Ainsi, les terroristes opèrent à partir de petits groupes, de l'assassin, ou poseur d'engin explosif de fabrication artisanale isolé, à l'équipe de preneurs d'otages réduite à moins d'une dizaine de personnes.

Tandis que les guérilleros utilisent le plus souvent des fusils, des mitrailleuses, des mortiers voire de l'artillerie, les terroristes, eux, font usage de bombes artisanales, de voitures piégées et parfois d'engins sophistiqués, destinés à exploser sous certaines conditions, par exemple barométriques, à l'intérieur d'un avion en vol.

Tactiquement, les actions de la guérilla sont semblables à celles d'une armée régulière, opérant dans le cadre d'une guerre conventionnelle. En revanche, les terroristes, alors qu'ils ne disposent pas de base territoriale, se mêlent à la population civile, afin de ne pas être repérés dans leurs opérations.

Guérilla et guerre conventionnelle sont donc deux formes de guerre différentes dans leur stratégie, mais similaires dans leur tactique. Le terrorisme, lui, est une forme particulière de lutte, tant en matière de stratégie que de tactique. A ce stade, et pour permettre d'arrêter plus loin les grandes lignes d'une stratégie vis à vis du terrorisme, il est nécessaire, à la lumière des éléments qui précèdent, de retenir une définition de ce phénomène complexe.

II - 3 Définition retenue

Méthode de combat du faible au fort, le terrorisme est une violence préméditée, motivée par des objectifs divers, souvent politiques mais également religieux ou idéologiques, perpétrée contre des cibles non combattantes, par des groupes nationaux, marginaux, ou des agents clandestins d'un Etat, et dont le but est généralement d'influencer le public au travers de la crainte, de l'horreur qui résultent de ses actions.

Afin de bien souligner les éléments caractéristiques qui permettront la détermination d'une stratégie adaptée, objet du présent mémoire, il paraît essentiel d'analyser, dans le détail, ceux du terrorisme lui-même. En effet, comprendre ses mécanismes sera de nature à permettre d'identifier la façon de prévenir ou de contrer efficacement ses actions.

III QUELLE EST LA STRATEGIE DU TERRORISME ?

Dans la pratique, l'inventaire des opérations menées par les terroristes reste à ce jour relativement limité. Ils placent des charges explosives dans des lieux publics, assassinent des opposants politiques, prennent des otages en détournant des avions, ou en se barricadant dans des immeubles. Dans la plupart des cas, leurs moyens sont plutôt minces. Dans ces conditions, comment espèrent-ils alors gagner la lutte dans laquelle ils se sont engagés ?

Stratégie indirecte de nuisance, parfois d'insurrection, le terrorisme utilise la propagande par l'action et l'impact psychologique de ses manifestations, largement relayées par les médias, pour combler le fossé entre ses faibles moyens et ses objectifs souvent extrêmes.

III - 1 Propagande par l'action

Tandis que les premiers utilisateurs de ce principe veillaient à choisir soigneusement des cibles symboliques, telles que des chefs d'Etat, des gouverneurs ou des ministres oppressifs, afin d'attirer l'attention sur la justesse de leur cause, le terroriste d'aujourd'hui choisit souvent de mener des attaques non discriminées causant parfois de nombreuses pertes. En agissant ainsi, ces terroristes ont troqué la valeur propagandiste de la justification contre la valeur maximale de choc assurant une massive couverture médiatique. Ce changement semble refléter l'adaptation de la stratégie du terrorisme à l'âge de la télévision. Dans l'idée de la propagande par l'action, le terrorisme est censé n'être que la première étape de la lutte. C'est un mécanisme destiné à hisser un drapeau et à recruter, un prélude permettant aux terroristes de développer d'autres modes d'action.

Toutes les formes de guerre ont une composante psychologique importante, qui vise d'un côté à miner le moral de l'ennemi, en semant la peur dans ses rangs, et de l'autre à renforcer la confiance en soi au sein de ses propres forces et ainsi accentuer le désir de se battre. Le terrorisme est une stratégie de lutte, plus ou moins prolongée, essentiellement basée sur l'impact psychologique. Cette composante reste un élément déterminant de la définition retenue : « ...dont le but est généralement d'influencer le public au travers de la crainte, de l'horreur qui résultent de ses actions ».

III - 2 L'impact psychologique recherché

L'intention de semer la peur, parmi des catégories particulières de personnes, mais également la volonté de les intimider ou de les provoquer constituent quelques éléments clés de la stratégie du terrorisme.

Parfois, les terroristes ont réussi, au travers de campagnes systématiques d'assassinats, de mutilations ou d'enlèvements, à intimider des autorités gouvernementales, des personnes coopérant avec les autorités visées, des juges, des jurés. Dans certains cas, ce terrorisme coercitif a également pu être destiné à toucher une population dans son ensemble, pour finalement l'obliger à s'engager, alors qu'elle avait adopté une position de neutralité. Ainsi, au cours des deux premières années de guerre contre les Français, le Front de Libération National en Algérie, assassina, de manière atroce, dans le but d'accroître l'effet de terreur, plus de six milles musulmans pour mille européens. Mais, au-delà de l'intimidation, la provocation constitue également un élément important de la stratégie du terroriste.

L'idée est simple et vaut non seulement pour l'environnement politique des dictatures latino-américaines, mais aussi pour celui de nombreuses démocraties libérales. Les attentats terroristes visent à entraîner, de la part de n'importe quel régime, des réponses répressives, qui affecteront également sérieusement une grande partie de la population. En conséquence, ces mesures rendent le gouvernement impopulaire, et accroissent le soutien de l'opinion publique aux terroristes et à leurs causes. Quand les actions anti-terroristes du gouvernement sont non seulement draconiennes, mais encore inefficaces, les sentiments anti-gouvernementaux sont amenés à devenir encore plus forts.

Pour analyser la stratégie du terrorisme, il ne suffit pas de considérer la dimension de ses objectifs ou les conséquences de sa violence. Mais, il est nécessaire de souligner l'action des médias, instrument privilégié de son impact psychologique, auprès du public et des autorités gouvernementales.

III - 3 Terrorisme et médias : une alimentation réciproque

Il n'y a pas aujourd'hui de terrorisme sans image. Les médias, et en particulier la télévision, par sa diffusion planétaire instantanée, sont la caisse de résonance indispensable au terroriste. Le média télévisuel se présente comme un vide, en matière d'informations, destiné à être comblé. A cet égard, les intérêts objectifs de la télévision et du terrorisme sont singulièrement identiques. Ils forment un couple ayant une relation perverse.

Par souci de sensationnalisme, les médias amplifient les actions terroristes et leur violence. L'audimat a besoin de sang ! Les terroristes, eux, créent l'événement et cherchent la théâtralisation. Terrorisme et médias s'alimentent donc de façon réciproque, car tous deux sont intéressés par un prolongement de l'action lorsque celle-ci s'y prête, en particulier lorsque le suspense est omniprésent. Côté terroriste, le maximum de publicité est recherché. Côté médias, tous les effets dramatiques d'une situation violente, faisant exploser le taux d'écoute, sont à exploiter. Il ne s'agit donc pas seulement de capter l'attention, mais de maintenir l'intérêt du public en haleine. Certes, l'assassinat d'un chef d'Etat tel qu'Anouar El Sadate en octobre 1981, mais également toute tentative à l'égard de personnalités, telle que celle perpétrée à l'encontre du Pape, Jean-Paul II, à Rome en mai 1981, sont des événements importants ; il est alors naturel qu'ils reçoivent un écho considérable dans les médias. Mais, c'est par une fixation sur l'aspect humain de la crise et sur l'angoisse des familles, auxquels le public reste très sensible, que les médias courent après la durée de l'événement. Dans ce cadre, les exemples sont légions. Pour s'en persuader, il suffit de se remémorer les cinquante-cinq jours de l'enlèvement de M. Aldo Moro avant son assassinat en 1979, ou les quatre cent quarante-quatre jours de détention, rappelés quotidiennement par les télévisions américaines, des otages de l'ambassade américaine à Téhéran, ou bien encore les dix-sept jours du détournement d'un Boeing de la T.W.A. sur Beyrouth en juin 1985.

Ainsi, les premiers à avoir compris l'importance des médias sont les Palestiniens, lors de la prise des otages israéliens aux jeux olympiques de Munich en 1972 ; les seconds, sensibilisés par la rentabilité médiatique du terrorisme, sont les chaînes de télévision américaines, qui pour obtenir l'exclusivité des images de la prise d'otages du détournement du Boeing rappelé dans les lignes ci-dessus, en sont arrivées à les monnayer avec les terroristes eux-mêmes. La déontologie attendra ...

Il apparaît donc que la fonction de la télévision n'est pas de se référer aux causes de l'événement, ni d'en expliquer le contexte, mais de montrer ce qui se passe de la façon la plus attrayante possible. D'ailleurs, ce parti pris pose également un problème aux terroristes, qui, s'ils profitent largement des médias au travers de la publicité qui est faite de leurs actions, ne voient pas leur propagande recevoir le même écho au sein du public. L'unique message véhiculé par les médias de masse, télévision en tête, est celui de la violence.

Dans les faits, au cours des trois dernières décennies, le public a très peu appris sur les causes, les modes opératoires ou encore sur les revendications des terroristes, à l'exception bien sûr de quelques slogans. Si les médias n'accordent guère d'importance à ces aspects du terrorisme et n'aident nullement à la promotion de ses acteurs, auxquels le public reste hostile, ils contribuent, en revanche, à susciter une atmosphère d'angoisse, dans la mesure où ils exagèrent son importance voire son omniprésence.

Alors que la violence terroriste est moins dirigée contre les victimes de l'acte terroriste que vers une audience à laquelle elle accède grâce à la médiatisation, il est inévitable que les médias, industrie fondée sur le profit et la compétition, deviennent partie intégrante de l'équation terroriste. Dans ces conditions, quel est l'effet réel produit par les médias auprès du public et par voie de conséquence sur les décisions gouvernementales ?

III - 4 Action des médias sur le public et sur les gouvernements

L'impact des médias, et en particulier de la télévision, est considérable et tend à n'être plus seulement un créateur d'opinion, mais surtout un instrument d'influence politique. En fait, les médias, partenaires essentiels du terrorisme, ne satisfont à peu près personne, excepté la majorité du public. Les gouvernements déplorent la position inconfortable dans laquelle ils sont placés, sous la pression d'une actualité ressassée en période de crises, alors qu'ils sont sommés d'agir très vite pour les résoudre. De leur côté, les terroristes considèrent que leur cause est trop souvent évoquée de façon altérée. Dans ce contexte, les Etats-Unis ont adopté une politique du laisser-faire. En Europe, sauf peut-être en Grande Bretagne, où les médias ont presque toujours fait preuve d'un civisme plus grand, l'I.R.A. ayant amené l'Angleterre à pratiquer une déontologie qui mérite d'être soulignée, les médias sont plus préoccupés par le sensationnalisme que par la moralité.

Le 14 juin 1985, trois militants du Hezbollah détournèrent un avion de la compagnie TWA venant de Rome et se dirigeant vers le Caire. Leur condition : obtenir la libération de sept cent soixante-seize militants chiites incarcérés en Israël. Par la suite, ce nombre fut réduit à sept cent cinquante-six. L'avion fut détourné vers Beyrouth, puis vers Alger, puis à nouveau vers Beyrouth. A chaque escale, les otages non américains étaient libérés, jusqu'à ce qu'il ne reste plus que trente-neuf citoyens américains. Ces otages furent alors dispersés dans Beyrouth, pour décourager toute action violente visant à les libérer. La crise dura dix-sept jours. Chaque jour, à raison de plus de vingt-cinq fois par jour en moyenne, l'état des pourparlers et de la situation, remarquablement manipulés par les terroristes, étaient retransmis sur les trois principales chaînes américaines : ABC, NBC, CBS. Les deux tiers des nouvelles quotidiennes étaient consacrés à la crise des otages. Etaient dépêchés à Beyrouth, plus de quatre-vingt journalistes des trois chaînes concurrentes. Durant les temps morts, des interviews des familles des otages étaient diffusées au profit du public américain. Contrainte par une pression constante de l'opinion publique, l'Administration Reagan fut contrainte de demander à Israël de libérer les sept cent cinquante-six otages chiites réclamés par le Hezbollah. En conséquence, les trente-neuf otages américains furent relâchés. La chaîne CBS déclara alors à titre de conclusion : « Nous avons

forcé l'Administration à mettre la vie des otages au-dessus des calculs politiques ». En la circonstance, l'impact des médias auprès du public avait largement influencé, voire déterminé la politique des autorités américaines. Le ministre et secrétaire d'Etat américain, Henry Kissinger, s'éleva, en vain, contre le rôle excessif que s'étaient arrogé les médias, et contre le fait qu'ils avaient contrarié les efforts du gouvernement en vue de résoudre la crise. Mais, à ce degré de représentation dramatique, le terrorisme ne relève-t-il pas du « show business » ?

En Europe, un processus similaire eut lieu, avec la répercussion médiatique provoquée par l'enlèvement de l'ancien Premier ministre italien Aldo Moro, le 16 mars 1979. Durant les cinquante-cinq jours que durèrent la crise avant son assassinat, seulement deux articles ne traitant pas de l'affaire Moro parurent en premières pages des quotidiens italiens. Ce furent des journées hallucinantes qui se succédèrent, vécues par l'opinion publique dans l'angoisse d'informations contradictoires, d'espérances et de déceptions, de pseudo révélations et de fausses pistes, d'appels à la clémence enfin, lancés par le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies, Kurt Waldheim, et par le Pape Paul VI lui-même. Finalement, le 09 mai, à quatorze heures, on retrouvait le corps, sans vie, d'Aldo Moro dans le coffre d'une voiture abandonnée dans une ruelle de Rome.

Quant à l'impact du terrorisme auprès du public, il est hors de proportion avec son importance réelle. La télévision étant pour les deux tiers de l'opinion publique, le principal moyen d'information tant aux Etats-Unis qu'en Europe, force est de constater qu'une écrasante majorité de ce public considère le terrorisme comme un danger très sérieux. En France, un sondage, réalisé en 1987, désignait le terrorisme comme l'un des trois dangers majeurs avec le nucléaire et le chômage. A la même époque, en Grande-Bretagne, les nombreuses et imprévisibles actions historiques de l'Irish Republican Army (I.R.A.) n'y étant certainement pas étrangères, soixante-quinze pour cent de la population considérait le terrorisme comme une menace importante. Quant aux Etats-Unis, est-il nécessaire de rappeler qu'en 1986, après une série d'attentats à Paris, la délégation américaine avait renoncé à venir au festival de Cannes ? En 1985, six millions et demi d'Américains ont voyagé hors des Etats-Unis, six mille sont morts pour diverses raisons : maladie, accidents, etc. Au total, dix-sept seulement sont morts pour cause de terrorisme. Le risque de mourir pour cause d'attentat terroriste se limitait, en conséquence, à un sur trois cent quatre-vingt mille. Or, malgré cette probabilité infinitésimale, pratiquement deux millions d'Américains ont annulé un voyage à l'étranger après le détournement de l'avion de la TWA, évoqué dans les lignes qui précèdent.

Le succès médiatique du terrorisme auprès du public est donc au cœur de sa stratégie. La mise en scène est l'une des spécificités de notre société multimédias ; Elle contribue, aussi involontairement que ce soit, à offrir aux mouvements de contestation un auditoire aux dimensions exceptionnelles. Ainsi, dans la plupart des cas et par ce biais, les terroristes réussissent à déclencher une panique hors de proportion avec la gravité réelle de leurs actions. Au-delà de la profonde utilisation du relais médiatique, il arrive également que le terrorisme appuie sa stratégie indirecte de lutte sur des notions de chaos ou d'usure, afin de combler l'important fossé séparant ses faibles moyens et ses objectifs souvent extrêmes.

III - 5 Le terrorisme du chaos, de l'usure et d'expression : une stratégie indirecte de nuisance et d'insurrection

Comme les autres concepts stratégiques du terrorisme décrits précédemment, la stratégie du chaos ne constitue pas un plan d'ensemble, mais seulement un moyen de créer un état d'esprit dans l'opinion publique, en profitant des faiblesses d'un gouvernement par trop libéral. Dans d'autres cas, les terroristes agissent selon une stratégie de lutte prolongée, destinée à épuiser l'adversaire. Mais, le terrorisme est souvent resté une réponse émotionnelle, sans objectif stratégique clair, bien que les actes correspondants aient été perpétrés d'une façon tactiquement organisée.

Ainsi, les indécisions d'un gouvernement peuvent être utilisées comme la base d'un levier psychologique dans la stratégie de certains groupes terroristes. Démontrant l'incapacité des autorités dirigeantes à imposer la loi et l'ordre, les terroristes espèrent que l'opinion publique, dans de telles circonstances, exigera que ce gouvernement libéral trop faible soit remplacé par un régime fort. Afin de créer un climat de désordre et d'insécurité, les terroristes, souvent d'extrême droite, ont eu recours par le passé à des attentats aveugles dans des lieux publics. Ce fut le cas d'un groupe italien, les Noyaux Révolutionnaires Armés, qui fut accusé d'avoir placé une bombe dans la gare de Bologne en août 1980, causant la mort de plus de quatre-vingt personnes. Vraisemblablement, la même idée motiva des terroristes allemands, qui firent exploser une bombe au milieu de la foule célébrant la fête de la bière à Munich, en septembre 1980 ; bilan treize morts et deux cent quinze blessés.

Certains groupes, conscients du rapport de force défavorable entre leurs acteurs et les autorités gouvernementales d'un pays, estiment que leur stratégie d'usure leur permettra de l'emporter grâce à une plus grande persévérance, plutôt que par la constitution d'une force supérieure. Cette stratégie, envisageable pour des conflits, dont l'enjeu n'est pas d'une importance vitale pour le pays, se voit inadaptée et inefficace, lorsque le gouvernement considère la lutte comme une affaire de vie ou de mort. Autrement dit, le harcèlement terroriste sera voué à l'échec, dès que la victoire de ce combat sera, pour les dirigeants, synonyme de leur survie. Sans scrupules et usant alors de tous les moyens nécessaires pour réprimer l'insurrection, ils feront fi des restrictions et des contrôles normalement imposés à l'action des forces de sécurité, ou institueront des lois d'exception et des réglementations permettant de les suspendre.

La recherche d'un climat de chaos, afin de démontrer l'incapacité du pouvoir dirigeant à imposer la loi et l'ordre, correspond à une forme insurrectionnelle de la stratégie du terrorisme, en complément de sa technique d'expression irrationnelle souvent frappante.

A l'image du phénomène lui-même, la stratégie du terrorisme est très complexe. De nature indirecte, elle utilise largement la puissance des médias pour influencer un large public, sur lequel elle s'appuie pour espérer atteindre ses objectifs. Qu'elle y accède de façon totale ou partielle, elle reste avant tout une stratégie de nuisance. Les causes des groupes qui ont adopté le terrorisme comme mode de lutte sont aussi diverses que les intérêts et les aspirations de

l'humanité. Parmi celles-ci figurent les changements sociaux selon des idéologies de droite ou de gauche, les aspirations associées à des croyances religieuses, les revendications ethniques, les questions d'environnement ou encore des causes spécifiques telles que l'avortement. Certains groupes terroristes luttent incontestablement pour l'autodétermination ou la libération nationale.

Aussi, afin de bien cibler la recherche d'une stratégie de lutte contre le terrorisme, il paraît important à ce stade, d'analyser sa typologie au travers de ses manifestations historiques, et de souligner la nature des objectifs, même partiels, que les terroristes ont réussis à atteindre.

IV TYPLOGIE DU TERRORISME¹ ET NATURE DES OBJECTIFS ATTEINTS

Avec la difficulté de définir le terrorisme, soulignée dès les premières lignes de ce propos, et la complexité des multiples aspects de sa stratégie évoqués précédemment, il apparaît que le terrorisme n'est pas un phénomène monolithique. La multitude des contextes, dans lesquels il se manifeste, permet de distinguer plusieurs types de terrorisme. De droit commun voire marginal, politique en particulier d'extrême droite, le terrorisme, qu'il soit religieux, à cause unique, ou encore international présente une véritable diversité de visages, qui détermine la difficulté d'arrêter une stratégie de lutte, adaptée à chacune de ses différentes spécificités. Pour affiner encore la recherche d'une telle stratégie, il est indispensable à ce niveau de s'interroger sur la nature réelle des véritables succès enregistrés par le terrorisme.

IV - 1 Terrorisme de droit commun et terrorisme marginal

Le terrorisme de droit commun fait usage de la terreur pour satisfaire des objectifs exclusivement criminels. Ces objectifs sont le plus souvent de nature rationnelle et visent à promouvoir une activité criminelle lucrative. Dans cette catégorie, entrent le terrorisme mafieux (italien par exemple) et le narco-terrorisme sud-américain. La dérive de certains mouvements terroristes, comme l'Irish Republican Army (I.R.A.), ou les mouvements corses, pourrait être concernée par cette catégorie. Le terrorisme de droit commun ne s'intègre pas dans un processus révolutionnaire. Bien souvent, son credo « idéologique » est conservateur. Il cherche, en fait, à faire pression sur l'Etat, afin de garantir sa liberté d'action face au pouvoir politique. Son soutien populaire peut être relativement important au niveau local. Il en est ainsi de celui accordé au narco-terroristes, qui de facto, assurent une certaine prospérité à une zone donnée.

Le terrorisme marginal, lui, est le fruit d'une poignée d'illuminés, qui tentent d'entamer un processus révolutionnaire, mais sans aucun support populaire. Ces mouvements revendiquent la création de foyers prônant l'action terroriste pour mobiliser les masses. Dans cette catégorie, figurent la Fraction Armée Rouge allemande (Rote Armee Fraktion), les Brigades rouges italiennes ou Action Directe.

¹ L'annexe III fournit un complément relatif à la typologie du terrorisme présentée dans ce chapitre.

IV - 2 Terrorisme politique et à titre d'exemple le terrorisme d'extrême droite

Le terrorisme politique se place dans un processus révolutionnaire, bien souvent en amont d'un conflit ouvert. Il constitue l'outil armé de partis politiques officiels, dont il exploite le soutien populaire pour se légitimer. C'est le cas de l'Irish Republican Army (I.R.A.) et de l'Euskadi Ta Askatasuna (E.T.A.). Un des objectifs du terrorisme politique est bien sûr de faire connaître le mouvement et ses objectifs. Il relève à la fois des troubles à l'ordre social et de la propagande armée. Sa stratégie consiste à pousser l'Etat à prendre des mesures antidémocratiques, de manière à obtenir l'adhésion de la population et à faire accepter la lutte armée.

Dans ce cadre, le terrorisme d'extrême droite occupe une place particulière, car il ne s'inscrit pas dans cette logique de désagrégation de l'Etat. Son objectif est au contraire de créer et de mettre en évidence une situation de chaos, poussant l'Etat à renforcer sa présence, et à instaurer un régime de dictature. En Italie, le « terrorisme noir » des années quatre-vingt en est un exemple.

IV - 3 Terrorisme religieux et terrorisme à cause unique

Ce terrorisme s'inscrit comme une croisade contre l'infidèle. Il se veut porteur d'un message religieux. Il se rapproche du terrorisme politique, mais s'en distingue par une violence plus marquée. Dans cette catégorie figurent le terrorisme islamique et celui mené par la secte AUM Shinri Kyo. Le « jusque-boutisme » religieux a touché toutes les religions, à une période particulière de l'histoire. Sa principale caractéristique est que les références de ces objectifs ne se situent pas au niveau de la société, mais des idées, de la morale ou de la spiritualité. Alors que le terrorisme politique cherche à atteindre des buts liés à la société à un moment donné, le terrorisme religieux évolue, en revanche, dans un système complexe de valeurs d'ordres moral et spirituel, à l'encontre desquels la vie humaine n'a qu'un poids limité. Les spécificités du terrorisme religieux se retrouvent dans les stratégies des mouvements terroristes à cause unique.

Très proche du terrorisme religieux quant au fond, mais différent pour le ciblage des objectifs, le terrorisme à cause unique s'est développé dans les pays anglo-saxons. Il correspond aux mouvements écologiques, anti-avortement ainsi qu'aux mouvements racistes. Relativement violent durant les années quatre-vingt, ce type de terrorisme a diminué d'intensité, mais reste très meurtrier aux Etats-Unis. Le terrorisme à cause unique est généralement le fait de groupes militants, rassemblés autour d'une idée particulière, qui n'ont cependant généralement aucun projet politique global. Les mêmes individus se retrouvent ainsi parfois dans des mouvements différents. Si la cause de départ est souvent légitime, c'est dans la manière utilisée pour l'imposer que le mouvement adopte des méthodes criminelles. La légitimité de la cause et l'intérêt de l'humanité justifient, pour certains groupes, l'attaque de la vie humaine. Le plus souvent, ces mouvements s'en prennent à des objectifs matériels par vandalisme, incendies ou attentats à la bombe. Les thèmes les plus fréquents sont les droits des animaux, pour lesquels se bat le Front de Libération des Animaux (F.L.A.), l'écologie, dont un des mouvements les plus

connus est « Earth First », ou encore l'avortement, sujet pour lequel, les mouvements américains sont probablement les plus virulents depuis la moitié des années quatre-vingt-dix.

IV - 4 Terrorisme international

L'itinéraire de Carlos, figure emblématique du terrorisme, est celui d'un tueur de sang froid, qui n'a pu agir pendant près de vingt ans, que grâce à la bienveillance ou la complicité des services secrets d'un certain nombre de pays, membres de l'ex-pacte de Varsovie, de la Stasi en Allemagne de l'Est, de la Hongrie, et de la Syrie, qui lui faisaient parvenir armes et explosifs à Berlin. Ces connexions ne confirment pas pour autant l'expression marquée d'un terrorisme international, supposant un chef d'orchestre tirant toutes les ficelles, mais révèlent bien une internationalisation des actions terroristes au gré des échanges de services convergents de façon ponctuelle.

Résultant de la collaboration internationale de mouvements terroristes, sous forme d'aides financières, d'appuis logistiques ou de mise à disposition de personnels, le terrorisme international prend de nombreuses formes : coopération, échange de services, parrainage.

Ainsi, la coopération spontanée entre mouvements partageant des objectifs communs a été observée entre la Fraction Armée Rouge allemande (Rote Armee Fraktion) et Action Directe dans les années quatre-vingt.

De la même façon, bien que plutôt lié à une similitude de statut clandestin plutôt qu'à des objectifs politiques ou opérationnels communs, l'échange de « services », tels que la formation dans les techniques d'utilisation d'explosifs ou l'approvisionnement en armes, a été pratiqué entre l'Euskadi Ta Askatasuna (E.T.A.) et l'Irish Republican Army (I.R.A.).

Quant au parrainage, il s'agit, en fait, d'une coordination de l'action terroriste par un pays disposant d'antennes réparties en de nombreux endroits dans le monde. Il en est ainsi du terrorisme parrainé par la Libye ou l'Iran, et du terrorisme islamique qui exploitent les réseaux offerts par la communauté arabe ou musulmane. Ce parrainage peut couvrir plusieurs mouvements terroristes, dont les objectifs sont parfois divergents, exploités par l'Etat parrain dans le seul but de déstabiliser d'autres Etats. Ce fut typiquement l'attitude de certains pays du traité de Varsovie, comme l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (U.R.S.S.) ou la République Démocratique Allemande (R.D.A.), qui ont soutenu les mouvements terroristes les plus divers, avec pour seul objectif de déstabiliser les pays de l'Organisation du Traité de L'Atlantique Nord (O.T.A.N.). Mais, au-delà de la recherche d'une telle instabilité, le parrainage moderne répond à des objectifs plus ciblés au profit de l'Etat parrain. Il est souvent le fait de mouvements non-autochtones, qui ne nécessitent que peu de soutien local, qu'il soit logistique ou politique. Le département d'Etat américain définit en la matière une liste de pays parrainant le terrorisme. Cependant, cette liste reste bien sûr fortement politique. En 1999, la Corée du Nord, Cuba, la Syrie, la Libye, l'Irak, l'Iran et le Soudan faisaient partie de cette liste. En outre, il paraît important de souligner, que ces pays sont restés insensibles aux différentes tentatives de pressions politiques, économiques ou militaires de la communauté internationale les encourageant à cesser leur parrainage.

Après avoir brossé un rapide tableau de sa typologie, il devient important à ce stade de s'intéresser aux réels succès emportés par le terrorisme. Cette

démarche permettra leur prise en compte dans l'élaboration finale de la stratégie recherchée.

IV - 5 Nature des objectifs atteints

Sans aucune prétention d'exhaustivité dans ce domaine, quatre types de réussites terroristes partielles peuvent être globalement soulignés : le recrutement d'un soutien interne permettant aux terroristes d'atteindre un niveau d'insurrection plus élevé, la sensibilisation de l'opinion publique voire internationale à propos de leurs revendications, l'acquisition dans certaines conditions d'une légitimité internationale et enfin, l'obtention de concessions, souvent politiques, de la part des adversaires visés.

Ainsi, il est des cas, où apparemment le terrorisme a conduit à produire l'étincelle déclenchant un mouvement plus vaste. Un exemple est celui des socialistes révolutionnaires russes du début de ce siècle. Mais, le résultat le plus flagrant du terrorisme, au niveau international, reste la sensibilisation de l'opinion publique à ses revendications. Dans les pays occidentaux, la première réaction à une campagne terroriste est invariablement celle d'une condamnation véhémement. Cependant, après cette première réaction, l'opinion publique modifie son comportement pour faire souvent preuve de bonne volonté et se montrer parfois même disposée à considérer favorablement les doléances des terroristes. Paradoxalement, l'opinion publique peut finir par approuver les causes, tout en dénonçant le procédé par lequel son attention a été attirée. Une telle attitude bienveillante à l'égard des terroristes naît plus naturellement dans des sociétés, certes souffrant d'attentats, mais n'ayant rien à perdre dans la satisfaction des exigences terroristes. Dans ce cas, la fureur initiale fait vite place au souhait de voir disparaître la question.

Dans certaines circonstances, les terroristes ont réussi à obtenir une légitimité internationale. En effet, lorsque d'autres pressions et intérêts, comme ceux de se concilier avec leurs influents protecteurs, se conjuguent à la volonté de faire cesser les actions terroristes, il arrive qu'un gouvernement ou une opinion publique adopte une attitude plus favorable à la cause terroriste. A cet égard, les réponses occidentales au terrorisme international palestinien constituent un exemple frappant de ce mécanisme. C'est ainsi que les attentats terroristes palestiniens en Europe occidentale commencèrent en 1968 pour atteindre leur apogée en 1973. Ils furent bien sûr fermement condamnés par la communauté européenne. Pourtant, en quelques années seulement, l'Organisation de Libération de la Palestine fut autorisée à se faire représenter dans pratiquement tous les pays européens. En 1974, environ un an après que l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (O.P.E.P.) eût imposé un embargo sur le pétrole et l'augmentation de son prix, le président de l'O.L.P., Yasser Arafat, fut invité à prendre la parole devant l'assemblée générale des Nations Unies et l'O.L.P obtint un statut d'observateur à ce forum international. Certes, il est impossible d'isoler la part prise par le terrorisme dans le processus de légitimation de l'O.L.P. et d'estimer sa contribution relative, par rapport à d'autres facteurs tels que les pressions économiques et politiques des Etats arabes. Mais, il est certain que son effet a été plus positif que négatif dans l'acquisition de cette légitimité.

Enfin, certains groupes terroristes sont parvenus à obtenir des concessions significatives de leurs adversaires. De ce point de vue, l'exemple des basques de l'E.T.A. est significatif. Leur longue et violente campagne pour se séparer de l'Espagne n'a pas conduit à l'indépendance à laquelle ils aspiraient, mais, elle a été, sans aucun doute, un facteur majeur dans la décision de ce pays de concéder une large autonomie aux provinces concernées.

Avant d'en arriver à la définition des grandes lignes d'une stratégie de lutte contre ce phénomène complexe, il semble utile d'analyser, concrètement, les nouvelles formes attendues du terrorisme de demain, sous peine de ne retenir que des mesures inefficaces et inadaptées.

V QUELLES SONT LES NOUVELLES FORMES ATTENDUES DU TERRORISME ?

Des spécialistes, dont certains alimentent le sensationnalisme des médias et l'angoisse du public, agitent depuis longtemps déjà le spectre du terrorisme apocalyptique de demain. Quelles formes prendra-t-il ? La réponse n'est pas aisée ! Mais, il est certain que le risque de focaliser sur des groupes terroristes connus, aux dépens d'autres adversaires potentiels, moins facilement identifiables et aux contours plus flous, constitue l'écueil à éviter. Dans ces conditions, le terrorisme nucléaire restera-t-il un mythe ou deviendra-t-il réalité ? Paradoxalement, cette inquiétude est partagée de façon différente en Europe et Outre-Atlantique. Ne serait-il pas imprudent de juger irréaliste l'emploi d'armes nucléaires ou de destruction massive à des fins terroristes ? Certes, l'opportunité semble incertaine, mais elle reste néanmoins possible et doit être prévue ! Par ailleurs, il est déjà arrivé que des groupes terroristes (Action Directe, terroristes corses) prennent l'informatique pour cible, afin de perturber le fonctionnement de l'Etat. Aujourd'hui déjà, les moyens de communication modernes participent largement aux outils de base du terrorisme international. Avec Internet, apparaît un phénomène nouveau qu'il convient de prendre en compte : L'ordinateur n'est plus seulement la cible, mais il devient l'arme elle-même.

V - 1 Terrorisme religieux

L'incertitude et l'imprévisibilité du monde actuel, alors qu'il est à la recherche d'un nouvel ordre planétaire, dans lequel les conflits ethniques et nationalistes sont légions, offrent à de nombreux groupes terroristes religieux l'occasion et les moyens de façonner l'histoire en fonction de la cause et du mandat qu'ils se sont fixé.

Bien que le nombre total des incidents terroristes dans le monde ait décliné dans les années quatre-vingt-dix, la proportion de personnes tuées dans les attentats terroristes a augmenté de manière significative.

Une des raisons, qui explique ce phénomène, est l'augmentation du nombre de groupes terroristes, motivés par des considérations religieuses. En fait, ce n'est qu'à partir de 1980, faisant suite à la révolution en Iran, que les premiers groupes terroristes d'obédience religieuse sont apparus. Cette année-

là, ils ne représentaient que trois pour cent des groupes terroristes actifs. Douze ans plus tard, ce chiffre avait été pratiquement multiplié par six, représentant ainsi un quart des organisations terroristes ayant mené des attaques en 1992. De manière significative, non seulement cette tendance s'est poursuivie, mais elle s'est également accélérée. En 1994, c'est un tiers des groupes terroristes identifiables, qui était considéré comme ayant une motivation religieuse. Enfin en 1996, ce pourcentage s'est encore accru pour atteindre sensiblement la moitié des groupes terroristes actifs.

Outre cette caractéristique, ce terrorisme a tendance à être plus meurtrier que le terrorisme laïc, mais surtout, sa force religieuse ne correspond pas à une entité homogène.

Pour ne citer qu'eux, les différents groupes terroristes islamistes chiites, bien que n'ayant commis que huit pour cent du total des actions terroristes recensées entre 1982 et 1989, sont responsables de près de trente pour cent du nombre total de décès durant cette même période. Aux yeux du terroriste religieux, la violence est, d'abord et avant tout, un acte sacré et un devoir divin. La religion légitime cette violence et sanctionne son utilisation à grande échelle à l'encontre des nombreuses personnes, qui ne pratiquent pas la même religion ou n'appartiennent pas à la même communauté que celle des terroristes religieux. En dépit de leurs origines, de doctrines, d'institutions ou de pratiques très diverses, ces extrémistes se rejoignent dans une même justification de l'emploi de la violence sacrée, qu'il s'agisse de défendre, d'étendre ou de venger leur propre communauté.

Les terroristes religieux sont, du fait même de leur nature, largement motivés par la religion, mais ils sont également guidés par des considérations politiques plus terre à terre, selon le contexte qui leur est spécifique. Il devient alors difficile, pour un simple observateur, de distinguer les sphères religieuses et politiques de ces groupes.

Ceci est particulièrement clair au sein des groupes terroristes musulmans, puisque pour l'Islam, religion et politique ne sont pas séparées. Ainsi, le Hezbollah ou le Hamas opèrent à l'aide d'un schéma teinté d'idéologie religieuse, qu'ils combinent à une action politique précise au Liban et en Palestine. Le soutien accordé par certains Etats au terrorisme complique bien évidemment encore la question, alors que pratiquement tous les groupes terroristes contemporains, dotés d'un impératif religieux distinct, sont soit des isolés, soit situés en marge de mouvements beaucoup plus larges, fonction du contexte politique au sein duquel ils opèrent.

Globalement, les terroristes religieux ont une vision idéologique totale, qui se représente comme un combat de tous les instants, pour résister à la laïcisation de l'intérieur comme de l'extérieur.

D'ailleurs, il est important de noter, que ces groupes sont souvent apparus en réaction à des événements importants, qui ont soit joué le rôle de catalyseur ou de modèle pour l'organisation, soit contribué gravement à une escalade dans la perception de cette menace de laïcisation. L'aspect total de ce combat et les promesses constructives de changement, qui lui sont associées attirent naturellement les communautés opprimées et déshéritées, qui nourrissent l'espoir de se venger des causes de leurs griefs historiques. Un militantisme accru chez les jeunes générations de terroristes est d'ailleurs une caractéristique qui leur permet de faire largement écho parmi ces populations. Une radicalisation des recrues les plus jeunes est observée alors que leurs

aînés ont été écartés. Néanmoins, les mécanismes de déclenchement des actes de terrorisme religieux, en termes d'intensité, de méthodes et de calendrier, restent étroitement contrôlés par le sommet d'une hiérarchie, et la plupart du temps soumis à sa bénédiction. Les imbrications politiques conditionnent bien sûr de tels modes opératoires.

L'utilisation et la sanction de la violence religieuse requièrent des ennemis clairement définis. Les groupes terroristes récemment formés n'apparaissent pas à la faveur d'un vide. L'identité de l'ennemi et l'emploi de la violence religieuse à son encontre sont façonnées par le degré aigu de perception de la crise, qui menace leur foi et leur communauté. Cet aspect est influencé à son tour par l'héritage historique de répressions politiques, d'inégalités économiques ou de bouleversements sociaux, parfois exacerbé par des conflits ethniques. A l'intérieur, cette activité militante peut être dirigée contre la corruption ou l'injustice du système politique lui-même, ou contre d'autres communautés religieuses. A l'extérieur, elle peut se concentrer sur les influences étrangères, qui représentent une menace culturelle, économique ou politique à l'encontre de leurs communautés religieuses respectives. L'Occident, particulièrement les États-Unis et Israël, a tendance à être la cible privilégiée de cette activité militante, surtout de la part des terroristes de religion musulmane. La révolution iranienne de 1979, la résistance musulmane menée par les moudjahidines face aux Soviétiques en Afghanistan, la victoire électorale du Front Islamique du Salut (F.I.S.) en Algérie en 1990 et 1991 sont autant d'étapes politiques et idéologiques, qui ont déterminé les actions terroristes des mouvements musulmans militants contre les adversaires étrangers.

Les terroristes religieux, sans faire preuve de beaucoup d'imagination lorsqu'il s'agit d'utiliser de nouveaux types d'armement dans leurs arsenaux, font, en revanche, preuve d'ingéniosité en termes de tactique dans la sélection des moyens, des méthodes et du calendrier pour causer le maximum d'effets. En dernier recours, devant un ennemi disposant d'une grande supériorité militaire, ils utilisent la notion de martyr et n'hésitent pas, par le biais d'attentats suicides, à faire le sacrifice de leur vie. Les cibles : ambassades occidentales, compagnies aériennes, diplomates, touristes étrangers, souvent considérées comme le cœur de l'opresseur, sont soigneusement sélectionnées, pour causer le maximum de traumatisme psychologique chez l'ennemi, tout en faisant valoir les lettres de noblesse religieuse du groupe terroriste aux yeux de ses propres fidèles. Le symbolisme de la date du déclenchement de la violence religieuse, telle que celle manifestée à l'occasion du détournement d'un avion d'Air France au moment de Noël en 1994, est, à titre d'exemple, un élément caractéristique de ce type de terrorisme.

Ainsi, la singulière explosion, ces dernières années, du nombre des groupes d'obédience religieuse et la multiplication des quartiers en difficulté, viviers de jeunes désœuvrés manquant de repères et d'idéal, constituent, de façon latente, les catalyseurs favorables au développement du terrorisme religieux. Les profondes imbrications politiques soulignent la complexité de ce phénomène. Mais, au-delà de ces imbrications, l'argent détermine d'autres formes de violence qu'il convient de ne pas négliger.

V - 2 Terrorisme mafieux

De nos jours, c'est l'économie de la drogue qui représente une part grandissante du crime organisé. Elle constitue de tels enjeux que les armées privées des mafias sont nécessaires pour protéger la production de stupéfiants. La guerre de la cocaïne reste ainsi d'une extrême violence.

De la culture du coca ou de l'opium, à sa transformation chimique, en passant par son exportation et jusqu'au blanchiment de l'argent sale, le narcotraffic est une industrie complexe, qui emploie plusieurs dizaines de milliers de personnes dans le monde. C'est en Amérique Latine, que la lutte contre les cartels s'apparente le plus à une guerre, entre de fragiles Etats et cette société parallèle. La Colombie produit soixante-quinze pour cent du marché mondial de la cocaïne, qui s'évalue à quarante-cinq milliards de francs français. Les cartels de Medellin et de Cali disposent de vingt-cinq mille hommes de main. La guerre de la cocaïne est meurtrière : plus de cent mille morts en dix ans dans des attentats perpétrés contre des avions ou des quartiers à Bogota par exemple. Le candidat à la présidence de la République colombienne, Luis Carlos Galan et le ministre de la justice, Rodrigo Lara Bonilla ont été assassinés par les mafias. Les anciens barons de la drogue, le fameux Pablo Escobar et Rodriguez Gacha ont été abattus par la police. Mais, les jeunes des bidonvilles prennent le relais, appâtés et aveuglés par les fabuleuses sommes d'argent qui représentent ce défi. Le marché de la drogue constitue de tels enjeux, que les armées privées des mafias interviennent pour protéger la production des stupéfiants. Le terrorisme mafieux est au cœur de ce combat. Il est mené par les cartels de la drogue, pour protéger leurs activités et paralyser le processus de décision des autorités gouvernementales. La politique de lutte contre la drogue des Etats-Unis, menacés directement par ce fléau, se heurte à la difficulté d'augmenter la pression simultanément sur les gouvernements et sur les producteurs de drogue latino-américains. Dès lors, les cartels n'hésitent pas à s'engager dans une véritable campagne terroriste pour faire reculer les gouvernements. De plus, ils collaborent étroitement avec des mouvements terroristes politiques pour assurer la sécurité des zones de production.

Ainsi, apparaît un terrorisme d'une autre nature tout aussi violent et menaçant, qui demain profitera de plus en plus d'une répartition très inégale des richesses, accentuée par une mondialisation peu favorable à ces régions. Les importantes sommes d'argent, qui intéressent ce commerce illicite et facile, entraîneront naturellement les jeunes générations en plein désarroi social, professionnel, économique et finalement financier, dans leurs spirales ensorcelantes. Ce défi est réel et ne doit pas être ignoré de la stratégie de lutte contre le terrorisme. Cependant, les modalités opératoires de ce phénomène sont complexes et les initiatives historiques dans ce domaine sont restées infructueuses. Ne pas l'oublier, constituerait déjà un bon point de départ. La prise en compte de cette menace et du terrorisme religieux sont incontournables. Mais, qu'en est-il de celle du terrorisme apocalyptique, nucléaire ou biologique ?

V - 3 Terrorismes nucléaire et biologique

En mars 1995, des gaz de combat étaient volontairement répandus dans le métro de Tokyo. Ce jour-là, le terrorisme a vécu une véritable révolution : une arme de destruction massive était utilisée par des particuliers, membres d'une secte religieuse à la rationalité douteuse. Ce redoutable exemple sera-t-il suivi par d'autres terroristes, qui tentés par plus d'efficacité, emploieraient des engins atomiques ? D'une manière plus générale, le terrorisme nucléaire représente-t-il un des risques majeurs de demain ?

A l'évidence, ces dangers sont incertains mais certainement pas impossibles. Dans ces conditions, ils doivent être prévus !

Compte tenu des multiples inquiétudes liées à la contrebande de matières fissiles et à l'état d'abandon des installations nucléaires civiles et militaires de l'ex-Union Soviétique, dédaigner le terrorisme nucléaire serait pour le moins paradoxal. Mais, cette préoccupation est partagée de façon différente en Europe et Outre-Atlantique. Les Etats-Unis ont été fâcheusement impressionnés par l'attentat du World Trade Center en février 1993 et par celui d'Oklahoma City en avril 1995. Estimant à juste titre que s'ils avaient été perpétrés avec des armes nucléaires, ils auraient été dévastateurs et apocalyptiques, les spécialistes des Etats-Unis, qui envisageaient d'ailleurs des actions de terrorisme nucléaire à l'encontre d'objectifs américains avant la fin du XX^e siècle, entretiennent ce syndrome. Il est clair que des organismes de recherche dotés d'un budget et ayant reçu pour mission d'analyser une menace donnée ont naturellement tendance, pour assurer leur avenir et justifier l'intérêt de leurs investigations, à en accroître la gravité. De telles considérations justifient-elles pour autant les attitudes de la France et de la Grande-Bretagne, qui ne considèrent pas ce danger avec la même acuité que les Etats-Unis ? Ce qui reste certain, c'est qu'aucun incident, portant sur une éventuelle tentative de sabotage d'installations nucléaires ou sur un quelconque trafic de matières fissiles, n'est venu troubler ces dernières années, la sérénité des responsables français et anglais.

Le terrorisme nucléaire peut être envisagé sous diverses formes telles que : l'attaque ou la prise de contrôle d'installations militaires ou de centrales électriques, le vol d'armes ou de matériaux nucléaires à des fins d'échange contre une rançon, ou bien encore la contamination volontaire d'objectifs avec des matières radioactives. De fausses alertes à la radioactivité ou à la bombe sont également possibles, tout comme la menace de faire exploser une bombe en cas de refus d'un gouvernement d'accéder aux exigences des terroristes. Mais qu'en est-il réellement ?

En Russie, l'attaque d'une centrale nucléaire ne paraît pas impossible. En effet, ces centrales, dont l'entretien reste très limité en raison du manque de pièces détachées, ne disposent pas de système centralisé de protection et de prévention des incendies ; De plus, elles sont mises en œuvre par des personnels souvent démotivés, ce qui accentue la vulnérabilité de ces plates-formes. En revanche, dans le reste du monde, en France, aux Etats-Unis comme au Japon ou en Grande-Bretagne, pareils scénarios sont improbables.

La construction d'une arme par le biais d'un trafic de matières fissiles et de produits radioactifs est-elle possible ? A ce jour, elle reste peu vraisemblable. Aucun service occidental n'a encore découvert la moindre preuve d'un commerce massif et clandestin de produits nucléaires d'intérêt militaire.

Disperser des matières fissiles par explosion d'un engin classique, contaminer un grand magasin, un train ou une salle de spectacle pourraient constituer des formes de terrorisme nucléaire ; mais, leur efficacité est loin d'être garantie. D'autant qu'il n'est pas certain qu'elle justifierait les risques considérables encourus par les terroristes devant les difficultés liées au transport de précaution qu'impliqueraient des matières fissiles ou simplement radioactives.

L'explosion d'une bombe, en revanche, pourrait évidemment provoquer la mort de milliers, voire de dizaines de milliers de personnes. Une seule menace d'emploi, pourvu qu'elle soit crédible et bien orchestrée, provoquerait sans doute d'immenses mouvements de panique que tout Etat moderne aurait du mal à enrayer. Il serait donc théoriquement possible, pour un groupe terroriste déterminé et organisé, de forcer par exemple les Israéliens à abandonner Jérusalem. Pareille hypothèse est-elle démente ou plausible ?

Se poser une telle interrogation traduit déjà une attitude des plus raisonnable. L'analyse de la vraisemblance de la menace est en effet essentielle. Le terrorisme nucléaire n'a jamais été employé. Ce n'est pas pour autant une menace complètement abstraite. Pourquoi aucune action de terrorisme nucléaire n'a-t-elle jamais connu un vrai début d'exécution ? Les explications possibles tiennent aussi bien à la spécificité nucléaire qu'à la mentalité supposée des auteurs des attentats. Lorsque la plupart des organisations terroristes décident d'innover, le choix se porte plutôt sur la nature des cibles, que sur la manière de procéder. Les risques associés au vol, au trafic, à la manipulation de matières nucléaires sont considérables. La compétence technique requise est rarement le fait des terroristes. Le chantage à l'attentat nucléaire semble problématique, dans la mesure où les terroristes sont en principe réticents à préférer des menaces qu'ils seraient incapables de mettre à exécution si besoin était. Enfin, tout attentat à caractère nucléaire et tout emploi d'armes de destruction massive seraient évidemment de nature à provoquer la répulsion de l'opinion publique, à s'aliéner d'éventuels sympathisants et à entraîner de la part de l'Etat agressé de sévères représailles.

Mais, cette sorte de retenue des terroristes n'est pas assurée de sa pérennité. L'arme atomique est aujourd'hui plus simple à construire que par le passé : la théorie est connue ! Un grand nombre d'armes, en particulier tactiques soviétiques, est accessible. Le développement de l'énergie nucléaire conduit à l'accroissement considérable de quantités de plutonium retraité existant à la surface de la terre. Et surtout, de nouveaux terroristes ont tendance à apparaître. La secte AUM en est un exemple. Des groupes armés surgissent, composés de fanatiques d'un nouveau genre, à la foi religieuse dévoyée. Si l'objectif de leurs aînés était plus de créer la peur que de causer des pertes importantes, ces nouveaux terroristes pourraient obtenir l'un et l'autre avec le nucléaire.

Le terrorisme nucléaire hante ou hantera peut-être les rêves d'un certain nombre de militants. Cette éventualité, bien que non garantie, doit toujours être

envisagée avec sérieux et détermination, pour autoriser une réponse rapide et adaptée. Mais surtout, demain comme hier, le terrorisme, en particulier international, aura besoin de communiquer. Internet, le réseau des réseaux sera-t-il simplement un moyen ou une arme ?

V - 4 Le terrorisme de demain : « le cyberterrorisme »

Une actualité récente démontre que la menace terroriste via Internet n'est pas à négliger. Demain, les groupes armés auront beaucoup à gagner en maîtrisant l'outil informatique. Si tel est le cas, ils pourront, tout en agissant à distance et sans mettre leur vie en danger, par le biais du Net :

- se livrer à des tentatives de désinformation,
- se familiariser suffisamment avec Internet pour y découvrir nombre de recettes de bombes artisanales,
- déléguer le pouvoir de faire exploser ces bombes à n'importe quel individu inconscient, influençable ou malade,
- Profiter du pouvoir d'amplification du réseau, surtout en matière de propagande, permettant à de petits groupes aux maigres ressources, d'obtenir un écho disproportionné par rapport à leur importance réelle.

Ainsi, les groupes armés, quels qu'ils soient auront beaucoup à gagner en maîtrisant l'outil informatique. Ce faisant, Internet deviendra un excellent moyen de renseignement, à la portée des diverses ramifications terroristes. Si elles parviennent à réunir les compétences nécessaires, elles pourront s'introduire dans des ordinateurs contenant des informations sensibles, et ainsi les exploiter pour mener leurs actions. Elles pourront également intervenir sur le réseau pour transmettre de fausses informations. D'ailleurs, les mafias ne s'y sont pas trompées puisqu'elles ont été les premiers acteurs armés à se brancher sur le Web pour y poursuivre leurs activités illégales. Ainsi, en 1996, des trafiquants de drogue de Colombie britannique ont été découverts, échangeant des messages codés via Internet.

Dans ces conditions, le terrorisme de demain sera un mélange de terrorisme « Low-tech et High-tech ». Le but du terroriste est de pouvoir infliger le plus de dégâts possibles avec ce dont il dispose. Plus ce matériel est courant, moins le terroriste risque d'être retrouvé. Mais, il est surprenant de constater la facilité avec laquelle les terroristes s'adaptent à Internet. Le nombre de leurs adresses électroniques en témoigne. Le lien entre le terrorisme « Low et High-tech » se trouve sur Internet qui, en devenant le plus grand supermarché du monde, offre des recettes de fabrication de bombes artisanales ou d'explosifs. A ce titre, Internet représente une menace, voire une arme d'autant plus dangereuse, qu'elle est utilisable facilement, en toute discrétion, par des individus influençables tels que des adolescents fragiles ou bien déséquilibrés. La menace devient donc plus insidieuse. Les vrais terroristes du cyberspace sont ceux qui pourront déléguer de façon aveugle le pouvoir de faire exploser des bombes à n'importe quel individu inconscient, influençable ou malade. Ainsi, du simple particulier au groupe armé le mieux structuré, l'éventail des acteurs utilisant le réseau de manière subversive s'élargit. Pour toutes ces raisons, il semble évident que les terroristes aient tout à gagner à découvrir les multiples ficelles du réseau. Le terroriste de demain

aura donc la particularité d'être également un scientifique. Il est d'ailleurs intéressant de souligner que depuis 1980, quatre mille informaticiens de niveau D.E.A., originaires des pays du Moyen-Orient, ont été formés en France. Mais, quel est précisément le niveau réel de la menace du cyberterrorisme ?

En réalité, si Internet peut favoriser le cyberterrorisme, il faut garder à l'esprit que c'est l'outil informatique lui-même qui est avant tout très vulnérable. Après avoir pénétré les systèmes informatiques via le réseau, des manœuvres de chantage ou de déstabilisation de sociétés données pourront être conduites par les terroristes de demain.

Les sectes, qui recrutent dans toutes les catégories socio-professionnelles, notamment parmi les ingénieurs, versent aujourd'hui dans l'action terroriste. On peut donc s'attendre à ce qu'elles utilisent leurs compétences non seulement pour faire du prosélytisme, mais aussi pour pratiquer le terrorisme informatique ou obtenir des données confidentielles sur des adeptes influençables et potentiels.

Internet favorisera également l'émergence d'un terrorisme individuel. Les méthodes d'action seront les mêmes que pour les autres groupes, seules les motivations, telles que par exemple le jeu, le goût du risque, ou bien encore la vengeance, différeront. Aujourd'hui, le profil du hacker² est celui du jeune individu, davantage passionné d'informatique que de politique. Compte tenu des difficultés que ces jeunes rencontrent dans leur insertion professionnelle, il se pourrait que l'appât du gain soit un attrait suffisant pour convaincre certains d'entre eux de louer leurs services. D'ailleurs dans ce domaine, les réseaux mafieux transnationaux ont été les premiers à employer certains hackers à leur profit.

Les possibilités qu'offrent Internet sont nombreuses et représentent une révolution que les terroristes n'ont pas encore appréhendée dans sa globalité. Bien que se servant déjà beaucoup d'Internet comme outil de propagande, ils n'ont certainement pas totalement compris les enjeux et les capacités du réseau à amplifier les résultats de leur lutte. Cependant, il serait dangereux de ne pas considérer qu'ils puissent le faire rapidement. Certes aujourd'hui, ils ne semblent pas qu'ils maîtrisent véritablement les armes du cyberspace. Leur état d'esprit particulier, qui les conduit à ne faire habituellement confiance qu'aux armes qu'ils ont eux-mêmes fabriquées, pourrait rapidement se modifier au profit d'actions réalisées à distance et indirectement par des hackers en quête de profits financiers. Effectivement à ce jour, peu de preuves fiables attestent de succès terroristes dans le domaine de l'infoguerre³. Pourtant, des exemples de piratages audacieux, souvent liés à des conflits de nature internationale, se multiplient. En effet, ceux qui parviennent à pirater les pages Web de leurs adversaires sont de plus en plus nombreux et désormais, ces

2 Hacker : pirate informatique. Terme générique désignant tout pirate spécialiste de l'intrusion illégale des ordinateurs distants.

3 Infoguerre La guerre de l'information consiste en des actions prises pour parvenir à la supériorité informationnelle dans le cadre de la stratégie militaire nationale ; ces actions consistent à affecter l'information et les systèmes d'information adverses, tout en augmentant et protégeant nos propres informations et systèmes d'information. Elle comprend un volet offensif et défensif et correspond à une intention précise, permettant de déployer l'architecture C4I (Command, Control, Communications, Computers, Intelligence) pour améliorer l'élaboration de la décision par l'acquisition de la supériorité informationnelle dans les conflits.

intrusions jouent un rôle dans les relations internationales. Ainsi, l'Inde a déjà été l'objet de ce type d'action. De jeunes hackers ont piraté le site d'un laboratoire de recherche en énergie atomique indien, pour protester contre la reprise des essais nucléaires de ce pays.

Il apparaît également que l'utilisation du Net par certains groupes d'extrême droite est véritablement la charnière entre le terrorisme d'hier et de demain. Ces groupes, pour lesquels la propagande est véritablement multimédia, ont déjà appris à utiliser tous les atouts du Net. La principale inquiétude vient de ce que le nombre de ces groupes ne cesse de croître. Sur chacun de leur site respectif, ils proposent des fonds de page dont le graphisme et les animations sont remarquables de qualité par comparaison avec les sites islamiques. Les propos qui les accompagnent sont pour le moins surprenants voire odieux. De leurs discours d'hystérie criminelle, d'incitation à la haine raciale et spécialement antisémites, il résulte un réel danger d'une dérive terroriste de ces réseaux d'extrême droite, qui constituent une menace à prendre en compte très sérieusement. Pour s'en convaincre, il suffit par exemple de parcourir le site Internet C.H.S. (Charlemagne Hammer Skins).

Les actes de terrorisme informatique, qui pourraient être véritablement comparés pour leurs conséquences à des actes de terrorisme traditionnel, n'ont pas encore eu lieu. Mais, les capacités de nocivité par le biais du réseau existent. Elles couvent, de façon latente, prêtes à être exploitées. Pour simplement ne pas devenir le spectateur d'une explosion, qui pourrait se révéler apocalyptique, il paraît urgent de mener des actions de prévention, de nature à endiguer la gestation des phénomènes précédemment décrits.

Alors, quelle stratégie retenir vis à vis du terrorisme et de ces nouvelles formes attendues ? Le panorama établi dans les paragraphes qui précèdent souligne la complexité du phénomène, et par voie de conséquence, la difficulté de définir une règle de conduite globale, qui permettrait d'endiguer ses nombreuses formes. Mais, l'entreprise n'est pas vouée à l'échec. Quelles que soient ses manifestations, se poser la question, de comment lutter contre le terrorisme constitue déjà une démarche positive favorable. Il convient ensuite, d'exploiter les particularités déjà connues et attendues des modes opératoires du terrorisme pour définir les grandes lignes d'une stratégie de lutte adaptée.

VI QUELLE STRATEGIE VIS A VIS DU TERRORISME ?

Si le terrorisme est diversifié dans ses significations, il l'est beaucoup moins dans les effets qu'il exerce sur les démocraties quelles qu'elles soient. Mais, le terrorisme est, sans conteste, devenu plus obscur, plus flou, et davantage transnational. Comme les menaces sont à la fois internes et externes, la réponse doit être nationale et multinationale. En tout état de cause, la cohésion nationale, la prise en compte de ces nouvelles formes, la prévention et la détermination resteront les fondements essentiels de tout espoir de construction d'une approche multinationale efficace adaptée.

VI - 1 La prévention : le renseignement

Trente ans de terrorisme en Irlande du Nord ont fait moins de la moitié des morts que font les routes françaises en une seule année. Ce constat n'encourage donc pas spontanément nos autorités gouvernementales à s'appesantir sur la recherche d'une stratégie de lutte, contre un phénomène dont le poids des victimes reste à relativiser. De même, la faible conscience de l'opinion publique d'une menace terroriste, sans grande visibilité en dehors des périodes d'attentats, n'incite pas nos dirigeants à des actions résolues. Pourtant, ne pas négliger le terrorisme, et surtout anticiper ses actions constituent les premières réponses à apporter, avant que le hasard ne nous désigne comme une de ses victimes. En amont, les différents organismes de renseignement et de police doivent donc travailler en étroite collaboration pour être plus efficaces, en particulier contre la menace d'un terrorisme nucléaire ou biologique qui sans être certaine reste possible.

En France, le dispositif judiciaire a évolué et s'est renforcé au fil des ans sous la pression de la violence terroriste. Ainsi, entre 1980 et 1990, la suppression de la Cour de Sûreté de l'Etat, jusqu'alors compétente pour connaître les faits du terrorisme a eu pour conséquence de restituer aux juridictions de droit commun leurs compétences naturelles en la matière. Le tribunal de Paris, capitale oblige, s'est trouvé de facto en charge de la quasi-totalité des faits de terrorisme. La modification des règles de procédures, notamment en matière de garde à vue, et plus récemment la refonte du code pénal avec l'apparition d'un titre entier consacré au terrorisme constituent des mesures de renforcement qui n'ont pu fonctionner, qu'en s'appuyant sur un appareil policier et des services de renseignements efficaces. Mais, la lutte contre les nouvelles formes de terrorisme exige l'élaboration de méthodologies modernes et originales associant encore plus étroitement tous les partenaires du combat anti-terroriste. Aujourd'hui, le renseignement se nourrit en grande partie des résultats des enquêtes et l'action répressive s'appuie de plus en plus sur le renseignement. Il s'ensuit, que dans le respect des missions respectives de chacun, les services de renseignements, les organes de Police Judiciaire et la structure juridique centralisée doivent accentuer leur étroite collaboration pour lutter contre ce phénomène aux multiples visages. L'absence de relations institutionnelles entre les Renseignements Généraux, la Direction Générale de la Sécurité Extérieure (D.G.S.E.) et l'organisation juridique ne doit pas faire obstacle aux contacts de nature fonctionnelle et informelle, nécessaires en termes de portée, pour démanteler, le plus en amont possible, les ramifications terroristes. Ainsi, de solides bases nationales, cohérentes entre elles, permettront d'envisager des mesures encore plus efficaces sur le plan international.

Des services de renseignement de grande qualité sont le cœur d'une stratégie contre-terroriste active. Ils ont déjà été utilisés avec de notables succès contre de nombreux groupes. En recueillant au plus tôt des informations précises sur des opérations programmées par des terroristes pour ce qui concerne leurs armements, leurs personnels, leurs disponibilités financières, leurs tactiques, leurs systèmes de communication, il devient possible de prévenir leurs attaques et ultérieurement de démanteler la structure de leurs

cellules. Des exemples de résultats de cette stratégie de contre-terrorisme ayant largement utilisé le renseignement sont fréquemment ignorés ou oubliés du public. Mais ces mécanismes ont-ils à être publics ? Seuls, les succès sont appréciés ! Alors, pourquoi ne pas investir davantage dans des méthodes, qui ont déjà fait leurs preuves ?

Le terrorisme ne saurait prospérer sans support logistique. Ce support, bien que clandestin par nature, est permanent, au contraire des actions terroristes, qui ont un caractère ponctuel. Cette structure logistique constitue un des maillons faibles du dispositif de l'adversaire. Sa connaissance est fondamentale et conditionne toute stratégie de riposte efficace. L'activité du renseignement est sur ce point capitale.

Dans les années 1980, il n'existait pas de réelle coopération institutionnelle entre les Etats. Pourtant, la volonté humaine a permis de progresser. Aujourd'hui, les accords de Maastricht et de Schengen ont étendu les possibilités du droit de poursuite. Mais, des progrès importants restent à accomplir, notamment en matière d'extradition. La lutte contre le terrorisme ne peut plus être une préoccupation uniquement nationale. Parmi les ingrédients du ciment de la construction européenne doivent figurer les éléments d'une lutte contre le terrorisme efficace. Les Etats européens doivent dépasser leurs réticences politiques et leurs réflexes égocentriques. Le renseignement opérationnel progressera en s'intéressant sérieusement aux enchevêtrements des phénomènes sociaux, de la délinquance de droit commun et de l'activisme islamique. Sans les édulcorer, par souci de ne pas inquiéter les autorités gouvernementales, il doit transmettre ses analyses et les partager au niveau international. Aujourd'hui, les techniques en matière de communication permettent l'échange rapide de telles informations. L'Europe et même la planète ne doivent pas laisser le terrorisme être le seul à en profiter !

Dans cet ordre d'idée, il paraît essentiel de s'attacher à un élément clef de la stratégie du terrorisme : l'attitude des médias.

VI - 2 Ligne de conduite médiatique

Méthode de combat du faible au fort, le terrorisme utilise la surprise et l'horreur comme facteurs multiplicateurs pour engendrer la peur. L'imagination et la crainte prolongent son action, largement relayée par les médias. Il convient donc, au niveau national, de se soustraire, à l'effet amplificateur de ces médias.

Concrètement, il apparaît qu'une meilleure articulation, fondée sur la confiance entre les médias, l'Etat, les services de renseignement et de sécurité est nécessaire. Ainsi, les rapports entre les médiateurs, journalistes de la presse écrite, de la radio, de la télévision, et l'Etat doivent être améliorés sur la base d'un honnête respect mutuel. Dans ce contexte, les services compétents, la Direction de la Surveillance du Territoire (D.S.T.) et la Direction Générale de la Sécurité Extérieure devraient avoir un porte-parole, spécialiste en communication, auquel les journalistes pourraient s'adresser pour relater les circonstances des actions terroristes.

Dans le cadre de la recherche de cette ligne de conduite, il serait judicieux d'appréhender la façon dont certains pays, tels que la Grande-Bretagne ou Israël, gèrent, avec l'expérience, l'approche médiatique de tels événements.

En Grande-Bretagne, les médias ont presque toujours fait preuve d'un civisme plus grand que sur le continent sans parler des Etats-Unis, où le marché et la concurrence l'ont, jusqu'à présent, toujours emporté. Il est vrai que les attentats de l'Irish Republican Army (I.R.A.) ont certainement conduit l'Angleterre à pratiquer une déontologie dont peu de traces sont visibles ailleurs. La façon dont a été géré le détournement de l'avion des lignes intérieures afghanes, sur l'aéroport de Stansted, au Nord de Londres, après son décollage de Kaboul, en février 2000, est représentatif et significatif de cette notion de respect national, que les médias britanniques ont adoptée par le biais d'une transparence des informations, limitées aux seuls faits présentés par des autorités compétentes.

En juin 1997, le directeur du Bureau du contre-terrorisme attaché au cabinet du Premier ministre israélien a décidé la création d'un poste de responsable, auprès duquel les médias pourraient se référer, pour obtenir des informations en temps réel relatives aux attentats terroristes. En parallèle, la mise sur pied d'un comité représentant tous les médias, écrits et audiovisuels, a été entreprise afin d'arrêter des règles communes de déontologie à appliquer dans de telles circonstances comme par exemple : pas de photographie en gros plan de morts ou de blessés, pas de photographie ou de retransmission de manifestations de panique et d'angoisse extrêmes, pas de retransmissions répétées des mêmes images ou sons dramatiques etc. Tous les médiateurs, qui contribuent à forger l'opinion publique en Israël, s'accordent donc pour contribuer, dans la mesure de leurs moyens, à minimiser les effets psychologiques induits par le terrorisme. Ainsi, la volonté d'informer librement, tout en s'efforçant de restreindre ce qui peut nuire au moral du public et à son sentiment de sécurité, constitue la base des règles de conduite des moyens d'informations de ce pays.

La généralisation de telles dispositions permettrait sans aucun doute d'envisager plus sereinement et surtout plus efficacement d'autres mesures nationales.

VI - 3 Les mesures nationales

Le terrorisme se nourrit de la démocratie. Elle lui fournit la liberté propice à l'élaboration de ses actions. En retour, il l'affaiblit toujours, bien au-delà du coût humain et matériel de ses actes. Lorsque le terrorisme frappe, l'Etat passe presque inéluctablement par des mesures et des pratiques qui restreignent et décrédibilisent toute démocratie : double discours, contradictions, etc. En conséquence, les mesures nationales doivent être anticipées et préparées de façon cohérente. Connues, elles pourront être appliquées avec détermination, le moment venu, pour traduire une volonté étatique rigoureuse, pierre angulaire solide d'une approche multinationale indispensable.

Face à des actions terroristes, il y a souvent déstabilisation du pouvoir, qui, dépositaire du monopole légitime de la violence, se retrouve presque toujours placé dans une situation contradictoire et difficile. L'opinion publique attend des résultats immédiats, ce qui peut donner plus de poids au chantage et aux pressions exercées par les terroristes. Leur céder, c'est faire preuve de faiblesse et s'exposer à de nouvelles revendications. Leur résister, c'est risquer de susciter des représailles meurtrières. Ainsi, le terrorisme engendre

couramment, de la part du pouvoir d'Etat, des attitudes contradictoires et des doubles discours. Les responsables clament qu'ils ne discuteront pas avec les terroristes et pourtant négocient en coulisses avec eux. Ils affirment, sur la scène internationale, vouloir faire preuve d'une solidarité à toute épreuve avec les autres Etats, mais pratiquent une politique qui est bien souvent celle du « chacun pour soi ». Pour éviter d'éventuelles représailles, les exemples d'Etat refusant d'extrader des terroristes, réclamés par un pays dans lequel ils ont commis des crimes, sont légions. Parfois, le terrorisme semble même être à l'origine d'un encouragement à des pratiques policières devenant obscures. Le laxisme des services français à l'égard des tueurs du Groupe Antiterroriste de Libération, chargés d'exécuter en France, pour le compte du pouvoir espagnol, des militants d'E.T.A. constitue un aperçu de cette dérive.

Le terrorisme affaiblit le débat dans la démocratie, mais aussi la capacité de celle-ci à se projeter dans l'avenir. Il l'oblige à prendre des mesures immédiates susceptibles à long terme d'être inadaptées et décriées. L'expérience de la France et le plan VIGIPIRATE méritent une analyse particulière. Ce plan, mis en œuvre à l'époque de la guerre du Golfe et réutilisé pour contrer la violence islamique en 1995, comporte diverses dispositions, dont les plus spectaculaires consistent à déployer des forces de répression, de façon très visible dans l'espace public, notamment dans les lieux où d'éventuels acteurs terroristes sont susceptibles de frapper en priorité gares S.N.C.F., métro parisien etc. La police ne suffisant pas à la tâche, les Armées sont appelées à participer de façon significative à cet effort de prévention, qui fonctionne de manière plus ou moins intensive, selon qu'il s'agit d'endiguer une période d'attentats ou simplement de maintenir une sorte de veille. Cependant, toute mesure se doit d'être adaptée. Que dire alors, d'un effort de prévention maintenu ostensiblement pendant des années, que tout groupe terroriste résolu à agir pourra contourner sans difficulté, pour l'avoir observé pendant de longs moments ? L'apocalypse terroriste annoncée pour la fin de ce siècle n'a pas eu lieu ! Certes, le plan VIGIPIRATE a été renforcé, mais est-ce le résultat en est-il le fruit ? Les abords des grands magasins, au moment des fêtes de Noël, étaient-ils suffisamment surveillés pour éviter la catastrophe annoncée ou le terrorisme avait-il décidé de ne pas frapper au cours de cette période supposée si vulnérable ? La stratégie de lutte contre le terrorisme, phénomène précédemment décrit comme complexe, surprenant, et diffus ne doit certainement pas se satisfaire de mesures et de dispositif sombrant dans la routine et la satisfaction d'avoir été définis à un moment donné. La suffisance ne correspond certainement pas à l'attitude à adopter pour ne pas se faire surprendre. Le terrorisme appelle la répression mais, malheureusement la répression passive ne suffit pas. Le défi qu'il lance aux démocraties est à la fois gigantesque et limité. Limité dans la mesure où le nombre de ses victimes, même s'il est toujours très élevé, est loin d'atteindre les chiffres relatifs à d'autres fléaux tels que les accidents de la route ; mais gigantesque, car il condense de nombreux problèmes internes et internationaux, déclenchant des logiques d'action et des processus susceptibles de porter atteinte aux valeurs les plus élémentaires de la démocratie. Alors que faire ?

Tout d'abord, en complément des mesures préventives de renseignement, et bien que les conditions pour lesquelles un déploiement militaire sera nécessaire pour s'attaquer à des terroristes internationaux

risquent d'être rares, il est essentiel de pouvoir disposer d'une force armée, particulièrement entraînée aux techniques de sauvetage, pour faire face à des libérations d'otages. Certes, une telle réponse peut accroître le niveau de violence, mais sa seule existence constituera déjà un premier échelon de dissuasion.

Ensuite, au niveau national, plusieurs mesures différentes sont envisageables pour lutter contre le terrorisme. Appliquer une politique de refus de toute concession à l'encontre des terroristes, poursuivre les terroristes présumés en recherchant leur extradition à partir d'un autre pays ou leur capture à l'étranger, appliquer des sanctions économiques aux pays qui les soutiennent, exercer des représailles militaires, négocier des accords internationaux, augmenter les dispositions défensives, prévenir les attaques terroristes et démanteler les organisations sont les diverses mesures possibles au niveau national.

Au regard de la première solution, qui consiste à refuser toutes concessions, il est essentiel de se remémorer l'analyse qui précède. Car, non seulement les terroristes retirent toujours des bénéfices de leurs violentes actions, même lorsque les cibles ne répondent pas à leurs exigences, mais surtout, tous ne partagent pas nécessairement les mêmes motivations et n'agissent pas de façon identique. Dans ces conditions, il y a donc de bonnes raisons de ne pas appliquer, sans réfléchir et de manière systématique, une politique rigide de refus de toutes concessions à l'encontre des terroristes.

Tous les défenseurs de la solution judiciaire au terrorisme international, en particulier religieux et mafieux en admettent également les limites. Cette approche porte davantage l'accent sur l'acte terroriste individuel et criminel lui-même, que sur les organisations à idéologie souvent politique, soutenues par certains Etats. De plus, cette mesure suppose une coopération des gouvernements étrangers, coopération qui se heurte d'emblée aux différences de critères et de règles judiciaires propres à chacun de ces pays.

Les sanctions économiques peuvent constituer une solution sérieuse, surtout lorsqu'elles sont multilatérales, comme celles imposées en 1986 à la Syrie ; sa faible économie la rendant d'ailleurs très vulnérable à ce type de mesure. Cependant, les sanctions ne peuvent pas à elles seules endiguer le terrorisme. Certes, elles font payer aux pays qui les subissent, le prix de leur soutien à ce genre de violence politique. Mais, le temps nécessaire pour organiser un régime de sanctions multilatérales efficaces permet généralement au pays visé de s'y adapter et donc d'en affaiblir les effets.

Les représailles militaires en réponse à des actions terroristes ne constituent pas non plus la solution miracle recherchée. Elles furent utilisées en avril 1986, par les Américains contre la Libye, par le biais d'attaques aériennes massives, après une série d'attentats dont l'explosion d'une bombe dans une discothèque en Allemagne qui fit deux morts et plus de soixante blessés parmi les ressortissants américains. La détermination des Etats-Unis en la matière fut bien saisie par le monde entier. En revanche, la Libye poursuivit, dès 1988, ses attentats contre des cibles américaines.

Les traités de négociation et les conventions établissant des normes de droit international à propos du terrorisme ont, quant à eux, permis de focaliser l'attention sur ce phénomène, tout en encourageant quelques pays à travailler

ensemble. Mais, ils n'ont pas réussi à dépasser leurs divergences politiques et leurs propres intérêts, limitant jusqu'ici l'utilité d'une telle démarche.

Les mesures défensives font leur preuve tant qu'elles restent adaptées à la menace. Elles doivent donc être étroitement combinées aux renseignements. Le plan VIGIPIRATE, précédemment évoqué, illustre parfaitement cet état de fait.

La prévention des attaques terroristes et le démantèlement de leur organisation nécessitent aussi un renseignement précis, d'autant que le terrorisme de demain sera plus diffus, certainement plus indirect et plus anonyme via Internet.

Après l'analyse des différentes solutions nationales, quelles mesures retenir ?

L'efficacité dans la lutte contre le terrorisme ne pourra s'obtenir, fonction des circonstances, que par le biais de combinaisons de ces diverses mesures clairement définies au niveau national, connues, et appliquées dans une stratégie de combat menée avec conviction et détermination. L'objectif est d'améliorer la sécurité ! A ce titre, cette lutte s'intègre dans un effort plus vaste, qui ne peut être que le fruit d'une collaboration internationale étroite et résolue.

VI - 4 La nécessaire coopération internationale

Compte tenu des diversités géographiques, culturelles, politiques etc. des menaces terroristes, seule une approche européenne et bien sûr internationale permettra d'envisager une stratégie efficace vis à vis du terrorisme. Malgré quelques succès, la coopération et la solidarité dans ce domaine restent encore trop timides. Ainsi, tous les pays ne considèrent pas ces menaces avec la même acuité. Face aux nouveaux visages attendus du terrorisme, qu'ils soient religieux, mafieux ou encore en gestation sur Internet, et au-delà des mesures nationales, il est nécessaire qu'une solide collaboration institutionnelle et juridique crédible s'instaure au niveau international.

En matière de renseignement, la coopération internationale contre le terrorisme est rare. Comme le manque d'échanges d'informations entre les responsables militaires et civils de la sécurité nuit souvent aux réponses anti-terroristes nationales, la méfiance et les réticences à partager l'information contrarient souvent toute réponse internationale efficace. L'intensification d'une stratégie de lutte contre le terrorisme doit inéluctablement dépasser les réserves nationales. Il est nécessaire de développer, par tous les moyens disponibles, la collecte et l'analyse d'informations internationales pour évaluer et déterminer les menaces. Un débat approfondi doit être initialisé, pour définir la meilleure stratégie d'action, qui passera nécessairement par le partage du renseignement entre tous les pays, en particulier, les Etats-Unis, les alliés du groupe de contact, et l'Union européenne.

L'exploitation d'Internet par les groupes armés n'en est qu'à ses débuts. Mais en définitive, Internet ne devrait pas se substituer aux moyens d'action traditionnels des terroristes, qui continueront à user de techniques classiques, qu'ils connaissent et maîtrisent parfaitement. Cependant, le danger potentiel du réseau demeure important, même s'il n'est pas aussi pressant que certains l'affirment. Il est donc important que les services de lutte contre le terrorisme

scrutent le Net. Entre la préparation obsessionnelle des Américains, et le retard accumulé en matière de protection des réseaux de certains pays européens, il y a un juste milieu qu'il conviendrait de définir et d'adopter au niveau international. Internet n'en est qu'à ses balbutiements. Les services de lutte doivent en profiter et utiliser ce réseau à leur avantage, pour diffuser des portraits robots, obtenir et échanger des informations etc. avant que les groupes terroristes ne s'engouffrent dans la brèche.

En tout état de cause, il est impératif de ne pas redécouvrir dès l'apparition de nouvelles vagues d'actions terroristes, les avantages relatifs aux différentes mesures nationales. L'expérience ne doit plus être négligée. Elle doit, tout comme la mise en place d'une collaboration étroite avec les pays étrangers, servir de base à la construction d'une stratégie de lutte adaptée contre le terrorisme, dont l'efficacité reposera avant tout sur son caractère international.

VII CONCLUSION

Un article du Figaro, le 11 février 2000, faisait écho de l'influence grandissante de la mafia russe. Dans ce pays, il apparaît que près de cinq cent mille entreprises se livrent non seulement au blanchiment d'argent mais également à l'exportation de capitaux et sont ainsi étroitement contrôlées par cette mafia.

Parallèlement à la même époque, les médias annonçaient que le gouvernement d'Irlande du Nord était sur le point de tomber, l'I.R.A. n'ayant toujours pas entamé son désarmement selon un rapport remis aux gouvernements britannique et irlandais.

Simultanément, par deux fois depuis début décembre 1999, les commandos terroristes de l'organisation séparatiste basque E.T.A. ont tenté de commettre un attentat, déjoué par les forces de sécurité. Aujourd'hui, après avoir échoué dans un dialogue basé sur l'équation « paix contre libération de prisonniers », le gouvernement espagnol de M. José Maria Aznar se retrouve dans une situation pour laquelle il semblerait qu'il n'existe plus qu'une solution policière au règlement de la question basque.

Enfin, dès février 2000 est apparu le terrorisme du cyberspace, apportant une preuve supplémentaire de la vulnérabilité de l'informatique et du réseau Internet.

A eux seuls, ces différents exemples reflètent l'omniprésence de nombreux visages du terrorisme, et en particulier de ses nouvelles formes, qui représentent un défi que nous ne pouvons ignorer sous peine d'en être les futures victimes aléatoires et innocentes.

Devant la multiplicité de ces caractères, il est essentiel de privilégier et de renforcer les moyens et la collaboration des services de renseignement nationaux. Devancer les actions des groupes armés est capital et reste possible par le biais de la détection de leurs manœuvres logistiques. Des mesures nationales existent et ont donné, par le passé, selon les circonstances, des résultats plus ou moins positifs. Elles doivent être clairement définies pour être appliquées ou combinées le moment venu, en tenant compte de l'expérience de l'histoire. Dans le domaine médiatique, il est nécessaire de s'inspirer des règles de déontologie pratiquées en Israël et en Grande Bretagne, mais surtout, la lutte doit dépasser les réticences nationales à partager les éléments qui permettraient d'étouffer les racines d'un phénomène aux multiples imbrications internationales.

Certes, les Etats se caractérisent par des règles judiciaires différentes. Mais, une étroite collaboration avec les pays étrangers est indispensable pour espérer endiguer les nombreuses ramifications du terrorisme. Une stratégie de lutte ne sera efficace qu'à ce prix ! Une première démarche positive serait de tenir compte de cette nécessité, qui constitue un solide point d'appui supplémentaire à la construction européenne.

ANNEXES

A-1	COMPLEMENTS RELATIFS A LA TYPOLOGIE DES TERRORISMES	32
	I) Terrorisme de droit commun.....	32
	I.1 Terrorisme de la Mafia en Italie	32
	I.2 Le narco-terrorisme en Amérique du Sud	33
	II) Terrorisme marginal	33
	II.1 Rote Armee Fraktion (R.F.A.) / Fraction Armée Rouge .	33
	II.2 Les Brigades rouges	34
	II.3 Action Directe	35
	III) Terrorisme politique	35
	III.1 l' Irish Republican Army (I.R.A.)	35
	III.2 l' Euskadi Ta Askatasuna (E.T.A.)	36
	IV) Terrorisme religieux	37
	IV.1 Hezbollah (Liban / Parti de Dieu)	37
	IV.2 AUM Shinri Kyo.	38
A-2	BIBLIOGRAPHIE	39
	SOMMAIRE D'ARTICLES DE QUOTIDIENS	40

ANNEXE A-1

COMPLEMENTS⁴ RELATIFS A LA TYPOLOGIE DES TERRORISMES

I) Terrorisme de droit commun

I.1 Terrorisme de la Mafia en Italie

Le terme de Mafia désigne collectivement un ensemble d'organisations criminelles, originaires du Sud de l'Italie. Leurs motivations sont de nature essentiellement financière, et les poussent généralement à utiliser et corrompre les structures politiques existantes, plus qu'à en recréer de nouvelles. Elles s'inscrivent donc rarement dans un processus révolutionnaire, même si la nature clandestine de leurs activités les conduit souvent à collaborer avec des mouvements révolutionnaires.

La Mafia vit essentiellement de trafics et d'activités criminelles les plus diverses. D'une manière globale, la Mafia coûte à l'économie privée italienne environ dix-sept milliards de dollars (1999), dont environ un quart pour le racket dans le seul Sud de l'Italie. Ce terme de Mafia recouvre cinq grandes organisations : *Cosa Nostra*, *La Stidda*, *'Ndrangheta*, *Sacra Corona Unita*, *Camorra*, qui se partagent le contrôle du Sud de l'Italie, en s'affrontant parfois violemment. La Mafia élimine de manière sanglante ses traîtres, opposants et « non-coopérants », mais à la différence des autres mouvements terroristes, elle pratique généralement un terrorisme ciblé et rarement l'attentat aveugle.

L'origine des Mafias italiennes dans leur forme moderne, remonte au début du XIXe siècle. Centrée sur des activités illicites à caractère lucratif, la Mafia ne semble pas avoir d'objectifs politiques marqués. Elle tend plus à exploiter le système politique et les élus en place, que d'imposer un nouvel ordre politique. Outre leurs zones d'opérations, ces organisations se différencient par leur structure, leur culture et leur mode de fonctionnement.

⁴ Ce complément est tiré de l'Encyclopédie du terrorisme de Jacques BAUD.

1.2 Le narco-terrorisme en Amérique du Sud

Terrorisme mené par les cartels de la drogue, dans les pays producteurs afin de protéger leurs activités et paralyser le processus de décision des autorités. Au début des années quatre-vingt-dix, le recentrage stratégique des U.S.A. sur la lutte contre la drogue augmente la pression à la fois sur les gouvernements et sur les producteurs de drogue latino-américains.

En Colombie, le cartel de Medellin, le plus important cartel de producteurs de drogue, est au centre des efforts gouvernementaux et américains. Il s'engage, dès lors, dans une véritable campagne terroriste pour faire reculer le gouvernement.

Le cartel de Medellin a été impliqué dans l'assassinat de trois candidats à la présidence de la République, d'un ministre de la justice, d'un procureur, d'environ quarante journalistes et de mille trois cents policiers.

En outre, les cartels de la drogue ont développé une collaboration étroite avec des mouvements terroristes politiques afin d'assurer la sécurité des zones de production.

II) Terrorisme marginal

II.1 Rote Armee Fraktion (R.F.A.) / Fraction Armée Rouge

Le 02 juin 1967, au cours d'une manifestation étudiante, la police charge les manifestants et tue un étudiant, Benno Ohnesorg. Ce drame convainc les amis du jeune homme de la nécessité de passer à la lutte armée. Andreas Baader et Gudrun Ensslin prennent la tête du mouvement. Mais, ils sont rapidement arrêtés pour vol. Le 14 mai 1970, Ulrike Meinhof, la personnalité la plus connue du groupe, entre en scène. Elle fait évader Baader de sa prison au cours d'une opération à haut risque. A ce mouvement d'origine, se superpose ainsi la fameuse bande Baader-Meinhof, dont la ligne stratégique est essentiellement internationale. Elle se lie d'emblée avec des mouvements palestiniens qui lui fournissent armes et camps d'entraînement en échange d'un soutien logistique en Allemagne. Leurs actions relèvent principalement de cette forme de terrorisme diffus, qui a davantage pour but de créer la panique que de frapper directement les représentants de l'Etat allemand. En mai 1971, à la suite d'une rafale d'attentats, la police met la main sur Baader et deux de ses camarades. Gudrun Ensslin est arrêtée le 08 juin et Ulrike Meinhof peu de temps après. En somme, la Rote Armee Fraktion (R.A.F.) va se trouver privée de ses chefs avant même d'avoir réalisé ses actions les plus importantes.

En 1975, la R.A.F. passe la vitesse supérieure et enlève le chef du Parti chrétien démocrate (C.D.U.), Peter Lorentz. Il est libéré le 03 mars, lorsque le gouvernement allemand, pour la première et unique fois, cède au chantage et libère de prison six chefs de la R.A.F. Dans les mois qui suivent, le gouvernement allemand s'efforce de contrebalancer les succès terroristes en menant tambour battant le procès des dirigeants de la R.A.F. qu'il détient. Faisant fi des nouveaux attentats, les autorités refusent désormais de céder au

chantage et durcissent de plus en plus leur position. Les événements qui surviennent alors sont forts peu clairs. Le 09 mai 1976, Ulrike Meinhof est retrouvée pendue dans sa cellule. Le 07 avril 1977, le procureur général de Karlsruhe est exécuté par un groupe « d'action Meinhof ». Quelques semaines plus tard, au terme de cinq années d'instruction et de procès, tous les terroristes détenus sont condamnés à l'emprisonnement à perpétuité et enfermés dans la prison de haute sécurité de Stammheim. En représailles, le président de la Dresdner Bank est assassiné le 30 juillet suivant. Le 05 septembre, le rythme des événements s'accélère de façon vertigineuse. Ce jour-là, le président de l'association des industriels allemands, Hans Martin Schleyer, est enlevé. Les quatre gardes de son escorte sont tués au cours de l'opération. En échange du patron des patrons allemands, les terroristes exigent la libération de onze détenus. La police mène une enquête frénétique, au mépris de toute règle déontologique. Elle n'hésite pas à arrêter le propre avocat des terroristes, Klaus Croissant, soupçonné de jouer les intermédiaires entre les auteurs de l'enlèvement et les chefs de la R.A.F. emprisonnés. Le 13 octobre 1977, alors même que l'affaire Schleyer est toujours en suspens, les terroristes font monter les enchères en détournant un avion de la Lufthansa qui atterrira à Mogadiscio après bien des péripéties. Le 18 octobre, on retrouve, à Stammheim, les corps sans vie d'Andreas Baader, de Gudrun Ensslin et de Jean-Carl Raspe. Au même moment, à Mogadiscio, un commando d'élite allemand prend l'assaut de l'avion détourné et libère les otages après avoir tué les trois pirates de l'air. Le jour suivant, on retrouve le cadavre de Schleyer sur le territoire français, à Mulhouse. Après un dernier assassinat, celui de l'industriel Ernst Zimmerman, le 01 avril 1985, on perd la trace d'une Fraction Armée Rouge dont le souvenir peu à peu s'estompe.

II.2 Les Brigades rouges

Ce mouvement d'extrême gauche fondé en 1969 en Italie sous l'impulsion de Renato Curcio et de Margherita Cagol, tous deux issus du milieu universitaire contestataire, considéré comme dissout depuis 1988, est responsable de soixante-douze homicides entre 1976 et 1982. Les Brigades Rouges ont mené de nombreuses actions spectaculaires et meurtrières durant les années 70, parmi lesquelles : l'enlèvement du Premier ministre Aldo Moro (16 mars au 09 mai 1978) et l'enlèvement du Général américain de l'O.T.A.N. James Lee Dozier (17 décembre 1981). Ces deux actions ont brutalement secoué les appareils politique et policier italiens, et stimulé une restructuration des services de renseignement et de police pour la lutte contre le terrorisme. Entre 1978 et 1983, la réaction du gouvernement se renforce et 3 287 militants de mouvements terroristes de gauche sont arrêtés. En 1984, les Brigades Rouges éclatent en deux groupes : le Parti Communiste Combattant (P.C.C.) et l'Union des Communistes Combattants (U.C.C.). L'arrestation des derniers activistes de l'organisation, en avril 1988, marque la fin officielle des Brigades Rouges. Depuis l'extinction du mouvement originel, des attentats sporadiques continuent à porter la signature des Brigades Rouges. Le 10 janvier 1995, un attentat à la bombe contre le Defense College de l'O.T.A.N., à Rome, est le dernier attentat revendiqué par les Brigades Rouges, au nom des Noyaux Communistes Combattants (N.C.C.). Toutefois, les divers communiqués émis

lors de ces attentats ont mis en évidence la disparition de la base politique, qui avait fait le succès des Brigades Rouges au début des années 1970.

II.3 Action Directe

La France a également connu son propre terrorisme révolutionnaire marginal avec Action Directe. Le groupe est né en 1979 sous la houlette de Jean Marc Rouillan et de Nathalie Ménigon. Son inspiration est essentiellement anti-impérialisme. Les actions les plus importantes de ce groupe sont les assassinats de : deux policiers en mai 1983 à Paris, deux membres de l'opposition iranienne antikhoméiniste le 07 février 1984 toujours à Paris, du Général René Audran ingénieur de l'armement spécialiste du commerce international des armes le 25 janvier 1985, enfin de M. Georges Besse, Président Directeur Général de Renault le 17 novembre 1986.

Il est à noter qu'en mars 1980, une vingtaine de membres du mouvement est arrêtée. Puis, en septembre 1980, c'est au tour de Rouillan et de son amie Nathalie Ménigon. Action directe est alors désorganisée. Mais, en 1981, le Président Mitterrand, nouvellement élu, inclut les chefs d'Action Directe parmi les bénéficiaires de l'amnistie présidentielle. Le mouvement entre alors dans une phase d'intense activité. En 1982, le gouvernement le dissout officiellement. Mais, Action Directe durcit sa position. Deux tendances émergent : une nationale et une fraction internationale, prônant une fusion des mouvements terroristes européens. La fraction internationale entame alors une phase de collaboration active avec des mouvements terroristes étrangers : E.T.A., Rote Armee Fraktion, les Cellules Communistes Combattantes belges etc. Cette collaboration internationale a été jusqu'à l'adoption d'une stratégie commune et une fusion avec le groupe allemand R.A.F., au sein d'un Front Politico-Militaire d'Europe Occidentale, annoncé par un communiqué conjoint daté du 15 janvier 1985.

La branche nationale est démantelée le 28 mars 1986 au travers de l'arrestation d'André Olivier et certains de ses complices à Lyon et à Saint-Etienne.

Le 21 février 1987, l'arrestation des chefs historiques d'Action Directe (Jean-Marc Rouillan, Nathalie Ménigon) marque la fin de ce groupe et de sa branche internationale.

III) Terrorisme politique

III.1 l'Irish Republican Army (I.R.A.)

Son objectif est de libérer l'Irlande du Nord de la tutelle britannique. L'I.R.A. refuse ainsi de reconnaître le traité de Londres (06/12/1921), qui ne confère l'indépendance qu'à la partie Sud de l'Irlande. Le conflit reprend en 1968, par des manifestations et des marches qui dégénèrent en émeutes. L'armée britannique intervient stimulant la dégradation de la situation. L'I.R.A. réapparaît en 1969, mais se divise immédiatement en une faction prônant l'action politique, la *Marxist Official Irish Republican Army* (I.R.A.), représentée

par le Sinn Fein (mouvement irlandais fondé par A. Griffith en 1902 pour lutter, d'abord par la résistance passive, contre la présence anglaise) et une faction privilégiant l'option militaire, la *Provisional Irish Republican Army* (P.I.R.A.). Encore relativement bien acceptée au sein de la population civile des deux camps, l'armée britannique est alors prise à partie par l'I.R.A. dès 1971. Des mesures d'internement administratif (sans procès) sont prises, qui ne font qu'envenimer la situation. Le 30 janvier 1972 (Bloody Sunday) les parachutistes ouvrent le feu et font 14 morts dans une foule, qui manifeste contre l'internement administratif. Cet événement légitimera le recours à la violence pour la communauté catholique. Un attentat à la voiture piégée contre la base des parachutistes d'Aldershot, en Angleterre, fait sept morts, et l'ambassade britannique de Dublin est incendiée. Avec la suspension du gouvernement d'Irlande du Nord par les autorités britanniques et la nomination d'un secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord, l'I.R.A. déclare une trêve en mai - juin 1972. A partir de ce moment, le terme I.R.A. est utilisé pour désigner les Provisionals. Mais, la réaction de l'Ulster Defence Association (U.D.A.) conduit l'I.R.A., le 21 juillet 1972 (Bloody Friday), à faire exploser simultanément vingt-deux bombes à Belfast. Entre juillet 1969 et décembre 1993, l'I.R.A. s'est rendue responsable de 1 755 morts et a perdu quelques 243 membres.

La P.I.R.A. entretient des contacts avec l'Organisation de La Palestine (O.L.P.). L'E.T.A., elle, est largement financée par la communauté irlandaise émigrée aux U.S.A., ainsi que par les Pays Bas et la Belgique.

Le 31 août 1994, l'I.R.A. annonce un cessez-le-feu avec le gouvernement britannique en vigueur depuis le 01 septembre. Elle conserve cependant ses structures et continue à entretenir des bases logistiques en Eire. Au début 1995, de nombreuses caches d'armes sont découvertes, à proximité de la frontière avec l'Ulster. Estimant les progrès des négociations au point mort, l'I.R.A. reprend ses activités le 09 février 1996. Les élections britanniques qui amènent les travaillistes au pouvoir marquent un nouvel espoir pour les négociations, et le cessez-le-feu est reconduit par l'IRA le 20 juillet 1997. Sans soutenir complètement les Accords du Vendredi Saint (10 avril 1998), l'IRA reconnaît l'accord. Elle refuse cependant de rendre ses armes, qui constituerait, selon elle, une reddition envers le gouvernement britannique.

Après avoir culminé à environ 1 500 membres, l'I.R.A. compterait aujourd'hui quelques 400 activistes et serait conduite par un noyau de 40 personnes, dont la plupart serait basée en République d'Irlande.

III.2 l'Euskadi Ta Askatasuna (E.T.A.)

Mouvement nationaliste puis marxiste apparu en 1959, avec pour objectif l'indépendance de la région basque espagnole. Ses effectifs sont évalués de 200 à 300 activistes et le nombre de ses sympathisants à 200 000. Ce mouvement entretient des liens réguliers avec l'organisation séparatiste basque française *Iparretarrak*, qui lui fournit un soutien logistique et technique.

Lors de sa troisième assemblée en mai 1964, L'E.T.A. décide que le terrorisme est le meilleur moyen pour atteindre ses objectifs. En 1974, lors de la seconde partie de sa sixième assemblée, l'E.T.A. éclate en deux factions : l'E.T.A. Militaire qui prône la lutte armée, se comportant comme une force de résistance en territoire occupé, et l'E.T.A. Politico-Militaire, dont les objectifs

sont avant tout politiques. L'E.T.A. P.M. restera la faction la plus active sur le plan du terrorisme durant quelques années, essentiellement parce qu'elle comptera le plus grand nombre de militants. Avec la mort du Général Franco et le passage à la démocratie, le pays basque reçoit en 1979 un statut d'autonomie, lui conférant la liberté de langue, et diverses libertés administratives par rapport à l'Etat central. L'E.T.A. perd ainsi une certaine légitimité. Il en résulte une violente campagne terroriste, destinée selon la doctrine de Carlos Marighella, à forcer l'Etat à prendre des mesures répressives, qui devraient éveiller le soutien populaire du mouvement. En fait, la fuite en avant de l'E.T.A. traduit un malaise interne, dû aux contradictions entre la lutte pour la classe ouvrière et les activités du mouvement (racket, enlèvements, extorsions, assassinats) qui touchent précisément le peuple et dont le mouvement vise la libération. Ces actions deviennent alors de plus en plus impopulaires. La stratégie du gouvernement espagnol est de s'attaquer aux sources de financement et aux infrastructures de l'organisation. Les entreprises liées aux activités de l'ETA sont fermées, ainsi que le journal « Egin » favorable au mouvement. Ainsi, le 16 septembre 1998, l'ETA déclare une trêve unilatérale de durée indéfinie. Le 03 novembre, le président Aznar demande l'ouverture de pourparlers afin d'obtenir un cessez-le-feu définitif, mais les discussions restent au point mort : le gouvernement est prêt à faire des concessions sur les cinq cent trente membres de l'E.T.A. détenus, ainsi que sur les membres exilés de l'organisation, tandis que l'E.T.A. place des conditions politiques sur l'autodétermination de l'Euskadi. A l'automne 1999, l'ETA juge les concessions proposées par le gouvernement encore trop timides et la reprise de la violence est annoncée pour la fin de l'année.

L'E.T.A. a reçu un soutien logistique des pays de l'Est, notamment en ce qui concerne les armes légères et collectives. L'E.T.A. s'est spécialisé dans les attentats à la bombe, et entretient des contacts étroits avec la Provisional Irish Republican Army (P.I.R.A.). Elle pratique également le hold-up et l'enlèvement contre rançon pour financer ses activités. L'entraînement des membres de l'E.T.A. s'est effectué en Libye, à Cuba, en Algérie, au Liban et au Sud Yémen. L'E.T.A. a également participé à la formation de terroristes de la Rote Armee Fraktion (R.A.F.). Les activités de l'E.T.A. ne se limitent pas à la lutte nationaliste, mais comprennent également un combat actif contre l'O.T.A.N. Ainsi, le 13 avril 1985, l'E.T.A. a revendiqué la responsabilité de l'attentat contre un restaurant près de la Base aérienne de Torrejon (17 morts et 82 blessés). L'E.T.A. a fréquemment utilisé la France comme sanctuaire, pour entreposer des armes profitant dans les années 80 de la faible combativité du gouvernement socialiste français à l'égard du terrorisme.

IV) Terrorisme religieux

IV.1 Hezbollah (Liban / Parti de Dieu)

Mouvement chiite fondamentaliste créé en 1983 au Liban, avec pour objectif la création d'un Etat islamique sur le modèle iranien, et l'élimination de toute présence non-islamique au Moyen-Orient. Jusqu'en 1986, il s'appuie sur la Fraction Armée Révolutionnaire Libanaise (F.A.R.L.) et sur l'Armée Secrète

Arménienne de Libération de l'Arménie (A.S.A.L.A.) pour mener ses opérations. Son budget annuel est évalué à cent millions de dollars, qui sont en grande partie couverts par l'aide accordée par l'Iran. Ses effectifs au Liban sont estimés à quarante mille hommes. Le Hezbollah entretient des relations étroites avec la Syrie, la Libye et l'Organisation de Libération de la Palestine. Ses méthodes d'action font souvent appel aux actions suicides.

IV.2 AUM Shinri Kyo.

AUM est un acronyme de : Création, Entretien, Destruction. Cette secte japonaise, créée en 1984, a été dissoute comme organisation religieuse, en vertu d'une loi d'octobre 1995, mais n'a pas été interdite. Ses cadres sont issus des académies militaires ou des universités les plus prestigieuses du Japon. Elle disposerait d'un capital de 1,2 milliards de dollars et compterait dix mille membres au Japon et quelques vingt mille en Russie. Disposant de laboratoires et de personnel spécialisé, AUM s'est attachée à mettre sur pied un arsenal chimique et nucléaire. Ses chimistes ont produit et testé dès 1993 en Australie des produits toxiques et, en 1995, cette secte se rend célèbre par un attentat au gaz Sarin dans le métro de Yokohama (05 mars) et un autre dans le métro de Tokyo (20 mars), qui fait douze morts et près de cinq mille blessés.

ANNEXE A-2

BIBLIOGRAPHIE

Le terrorisme international XX siècle	Luigi BONANATE	1994
Les terrorismes / Les essentiels MILAN	Jacques TARNERO	1998
Stratégique : Les terrorismes contemporains La mesure du terrorisme Origines et réalités de l'Islamisme activiste A la recherche du chaînon manquant Terrorisme et démocratie La jonction entre tendances internationales et intérieures du terrorisme et la réponse américaine Répondre au terrorisme	Gérard CHALIAND Jean-Philippe CONRAD François GERE Michel WIEVIORKA Bruce HOFFMAN David TUCKER	1997
Défense Nationale : Terrorisme nucléaire mythe ou réalité	Jean-Louis DUFOUR	08/09 - 95
Que sais-je : Le terrorisme	Jean SERVIER	1979
Menace sur Internet. Des groupes subversifs et terroristes sur le Net	Grégory DESTOUCHE	1999
Les stratégies du terrorisme	DESCLEE de BROUWER	1999
Le renseignement à la française Renseignement et lutte anti-terrorisme	Amiral P. LACOSTE J.-L. BRUGUIERE	11/98 1998
L'Encyclopédie du terrorisme	Jacques BAUD	1999

SOMMAIRE D'ARTICLES DE QUOTIDIENS

Le Figaro	26/11/1999	Deux attentats contre des bâtiments publics en plein jour à Ajaccio. Le terrorisme corse défie l'Etat.
Le Monde	27/11/1999	Impasse en Corse.
Le Figaro	29/11/1999	Terrorisme Fin de la trêve au pays basque tandis que la paix s'installe en Ulster. L'E.T.A. reprend les armes.
Le Figaro	30/11/1999	Irlande du Nord, élection du premier gouvernement provincial. La cohabitation des frères ennemis.
Le Figaro	01/12/1999	Corse, les deux attentats d'Ajaccio ont été revendiqués, hier, par un groupe inconnu, « Clandestinu » nouveau venu chez les terroristes. Ordinateurs, cette nouvelle menace vient s'ajouter aux risques liés au bogue de l'année 2000. Les pirates informatiques se préparaient à frapper le soir du nouvel an.
Le Monde	01/12/1999	Le premier gouvernement autonome d'Ulster a été officiellement formé à Belfast. Irlande du Nord, transfert de pouvoir de Londres à Belfast. Une ère nouvelle dans la méfiance. Les mesures de sécurité sont renforcées au Pays basque.

Le Figaro	02/12/1999	Une ère nouvelle dans la méfiance.
Le Figaro	03/12/1999	Jour historique en Irlande ; le premier gouvernement autonome à Belfast réunit catholiques et protestants. L'Espagne se mobilise contre E.T.A. Editorial : les trois terrorismes.
Le Monde	07/12/1999	La peur du terrorisme est revenue au pays basque. La population, dans l'angoisse d'une reprise des attentats, refuse de perdre les bienfaits de la trêve que l'E.T.A. vient de rompre après quatorze mois.
Le Monde	15/12/1999	La réunion de Matignon fixe un calendrier de débats sur l'avenir de la Corse.
Le Figaro	22/12/1999	Espagne, un attentat de l'E.T.A. déjoué. AZNAR : « L'indépendance basque est une utopie ». Etats-Unis, renforts policiers aux frontières. Les islamistes gâtent le nouvel an.
Le Monde	01/01/2000	L'Inde accepte deux des libérations réclamées par les pirates de l'air.
Le Monde	04/01/2000	L'Inde rend Islamabad responsable du détournement du vol 814 en Afghanistan.
Le Monde	04/01/2000	Vol 814 pour l'enfer.
Le Monde	17/01/2000	Le masque glacé du terrorisme basque.
Le Monde	22/01/2000	Deux attentats ont fait un mort à Madrid.

Le Monde	03/02/2000	Le gouvernement d'Irlande du Nord est sur le point de tomber. L'I.R.A. n'a toujours pas entamer son désarmement.
Le Monde	08/02/2000	Pourparlers autour de l'avion afghan à Londres.
Le Figaro	09/02/2000	Les casseurs du Net ne respectent rien.
Le Monde	10/02/2000	Les pirates de la toile à l'offensive contre les géants de la Netéconomie. Lionel Jospin évoque un référendum au terme du dialogue mené en Corse. Le processus de paix en Ulster demeure bloqué.
Le Figaro	11/02/2000	Le F.B.I. traque les vandales du Net.